

SITE : LYON CLAUDE BERNARD
CODE : FRA06900108

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'INSTALLATION D'UNE STATION RELAIS RADIOELECTRIQUE

Remplace la convention du 16 mars 2016.

ENTRE LES SOUSSIGNES

L'Université Lyon 2, sise 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon, représentée par sa Présidente, Madame Nathalie DOMPNIER, dûment habilitée à cet effet par une délibération n°2019-40 du conseil d'administration (délégation de pouvoir) en date du 24 mai 2019 joint en annexe (VIII) des présentes.

Ci-après dénommée « L'Université Lumière Lyon 2 »

D'UNE PART

ET

TOTEM France, Société par actions simplifiée au capital de 416.518.500 Euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Créteil sous le numéro 833 460 918, dont le siège social est sis au 132 avenue de Stalingrad - 94800 VILLEJUIF, représentée par Monsieur Thierry PAPIN en sa qualité de Directeur Général de TOTEM France agissant au nom de TOTEM France,

Ci-après dénommée « L'occupant » ou « Totem France »

Il est exposé et convenu ce qui suit.

D'AUTRE PART.

Exposé

L'Université Lumière Lyon 2 a signé le 16 mars 2016 une convention avec la Société Orange, , à laquelle vient aux droits Totem France, ayant pour objet l'implantation d'Equipements Techniques relative à son activité d'opérateur de communications électroniques sur un immeuble sis :

86 rue Pasteur, 69007 Lyon, parcelle cadastrée numéro 2 section AS dont l'Université Lumière Lyon 2 déclare exercer les droits et obligations du propriétaire au titre de l'article L762-2 du code de l'éducation.

Paraphe de « L'Université Lumière Lyon 2 »

Paraphe de « l'occupant »

La convention a pris fin le **31 décembre 2021** et l'occupant a maintenu ses équipements en place après cette date et en a poursuivi l'exploitation.

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de signer une nouvelle convention qui prend effet au **1er janvier 2022**.

Il est stipulé entre les Parties que celles-ci agiront de bonne foi et avec une parfaite loyauté pendant la durée de la présente convention et de ses renouvellements éventuels. Ainsi, l'Université Lumière Lyon 2 observera un comportement impartial et équitable à l'égard de l'occupant.

Le présent exposé fait partie intégrante de la présente convention.

ARTICLE I – OBJET DU CONTRAT

La présente convention d'occupation temporaire du domaine public, non constitutive de droits réels, a pour objet de préciser les nouvelles conditions dans lesquelles l'occupant est autorisé, sous le régime des occupations temporaires du domaine public, à titre précaire et révocable, à occuper les emplacements définis à l'article II afin de lui permettre l'implantation, la mise en service et l'exploitation des Equipements Techniques.

Par Equipements Techniques, il convient d'entendre l'ensemble des matériels composant une station relais, à savoir notamment et selon la configuration des lieux, un ou des support(s) d'antennes, des antennes, des câbles et chemins de câbles, des armoires techniques, le tout relié aux réseaux électriques et de télécommunications.

ARTICLE II – EMBLEMENTS MIS A DISPOSITION PAR « L'Autorité Signataire »

L'Université Lumière Lyon 2 s'engage à mettre à la disposition de Totem France, au plus tard à la date de signature des présentes, les emplacements situés au 86 rue Pasteur, 69007 Lyon, parcelle cadastrée n°2 section AS, suivants d'une surface de **7 m²**, dont les plans figurent en Annexe II.

Ces emplacements sont destinés à mettre en place les Equipements Techniques de Totem France nécessaires à son activité d'exploitant de systèmes de radiocommunications avec les mobiles.

L'occupant ne pourra affecter les lieux à une destination autre que son activité d'exploitant de réseaux de radiocommunications.

Les lieux mis à disposition sont strictement destinés à l'exploitation des équipements techniques à l'exclusion de tout autre usage. Ils ne pourront être utilisés en bureau, stockage de marchandises ou réception de clientèle quelconque.

L'Université Lumière Lyon 2 pourra effectuer ou faire effectuer tout contrôle afin de vérifier notamment les conditions d'occupation et d'utilisation des lieux.

ARTICLE III – PROPRIETE

Les Equipements Techniques installés sont et demeurent la propriété de Totem France. En conséquence, ce dernier assumera toutes les charges, réparations et impositions afférentes aux dits Equipements Techniques.

ARTICLE IV – ETATS DES LIEUX

Lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux contradictoire sera dressé par un huissier de justice aux frais de l'occupant. Ces états des lieux constitueront l'annexe IV de la présente convention.

ARTICLE V – CONDITIONS D'ACCES

L'occupant, ainsi que toute personne mandatée par lui, informera l'Université Lumière Lyon 2 de son souhait d'accéder au site pour les besoins de l'installation et de ses équipements techniques au moins trois jours à l'avance. L'Université Lumière Lyon 2 s'engage à informer dans les plus brefs délais l'occupant de toutes les modifications des conditions d'accès au site et à remettre à l'occupant tous les moyens d'accès.

Sous peine de ne pouvoir accéder aux locaux, les intervenants devront justifier de leur appartenance à la société de l'occupant ou de leur qualité de sous-traitant.

En tout état de cause, dans le cadre de son pouvoir de police administrative, la Présidente de l'Université Lumière Lyon 2 pourra décider de la fermeture administrative du bâtiment et restreindre ou interdire son accès.

Dans cette hypothèse, et si la maintenance des Equipements Techniques de l'occupant s'avère impossible à assurer, les parties s'engagent à se rencontrer dans les plus brefs délais afin de convenir de la mise en place de nouvelles modalités d'accès et de mesures spécifiques pour l'accès aux installations.

ARTICLE VI – AUTORISATIONS

L'occupant fait son affaire personnelle de l'obtention des autorisations administratives et réglementaires nécessaires.

A cet effet, l'Université Lumière Lyon 2 s'engage à fournir à l'occupant, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la demande de ce dernier, tout document écrit qui serait nécessaire au dépôt des demandes d'autorisation ci-dessus mentionnées.

En cas de refus ou de retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'implantation et l'exploitation des Equipements Techniques visés par les présentes, l'occupant pourra soulever la résolution de plein droit de la présente convention en la notifiant à l'Université Lumière Lyon 2 par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

ARTICLE VII – TRAVAUX D'AMENAGEMENT, ENTRETIEN, REPARATION DES LIEUX OCCUPES

VII. 1 – Travaux d'aménagement dans les lieux occupés

Sous réserve de la prise en compte de l'article X.3, l'Université Lumière Lyon 2 accepte que l'occupant réalise à ses frais exclusifs, dans les lieux occupés, les travaux d'aménagement nécessaires à l'activité d'opérateur de téléphonie mobile (ce compris, notamment, tous branchements et installations notamment EDF, lignes téléphoniques, fibres optiques, fourreaux) et les travaux éventuels de modification sur les surfaces occupées qui sont nécessaires à la réalisation desdits travaux d'aménagement.

L'occupant s'engage à remettre à l'Université Lumière Lyon 2 un descriptif technique desdits travaux d'aménagement.

L'occupant devra procéder ou faire procéder à l'installation de ses Equipements techniques en respectant strictement les normes techniques et les règles de l'art. Une fois l'installation effectuée, l'occupant devra faire intervenir à ses frais un organisme de contrôle agréé qui sera en charge de contrôler la conformité électrique de l'installation, la résistance à la charge, la résistance à la prise au vent et la capacité du mat à recevoir les équipements prévus ainsi que le mode de fixation prévu du mat ou de l'antenne.

VII. 2 – Entretien des emplacements occupés

L'occupant s'engage à maintenir les emplacements occupés en bon état d'entretien pendant toute la durée de l'occupation (y compris les abords de la porte d'entrée du local technique).

L'Université Lumière Lyon 2 s'engage quant à elle à assurer à l'occupant une jouissance paisible des emplacements occupés, à le garantir des vices cachés et à effectuer, à sa charge, les réparations (autres que locatives) se rapportant aux emplacements occupés.

VII. 3 – Entretien des Equipements Techniques

L'occupant devra entretenir ses Equipements techniques dans les règles de l'art, à ses frais et sous sa seule responsabilité, de manière à ce qu'aucun trouble de jouissance ne soit apporté à l'immeuble ou à ses occupants.

De la même façon, l'Université Lumière Lyon 2 s'engage à entretenir ses propres installations éventuelles de manière telle qu'aucun incident ne puisse, du fait d'un défaut d'entretien, générer des perturbations dans le fonctionnement des Equipements Techniques de l'occupant ou de lui créer un quelconque trouble de jouissance.

VII. 4 – Raccordement en énergie

Tout fluide nécessaire au fonctionnement des équipements techniques de l'occupant, le branchement électrique, ainsi que le branchement d'une ou plusieurs lignes téléphoniques seront pris en charge par l'occupant qui souscrira les abonnements auprès des concessionnaires concernés.

L'Université Lumière Lyon 2 autorise l'occupant à effectuer les branchements correspondants à ses frais exclusifs. L'occupant s'engage à étudier et mettre en place à ses frais tout dispositif de ventilation éventuellement imposé par les normes relatives aux locaux abritant des batteries.

Ces dispositifs seront dimensionnés en tenant compte de l'ensemble des batteries présentes, y compris celles de l'Université Lumière Lyon 2 et des autres occupants et devront être conformes à la réglementation relative aux bruits de voisinage. L'ensemble de ces travaux est à la charge du nouvel occupant.

VII. 5 – Modifications / extension des Equipements Techniques

Sous réserve du respect de l'article X.3, les équipements techniques implantés pourront faire l'objet de toutes modifications et / ou extensions que l'occupant jugera utiles, dès lors que celles-ci ne modifieront pas les surfaces prévues par la présente convention.

Il est expressément convenu entre les parties que toute modification et / ou extension modifiant les surfaces occupées seront soumises à l'Université Lumière Lyon 2 pour accord. Elles seront effectuées aux frais de l'occupant. A l'issue des travaux, l'occupant devra faire intervenir à ses frais un organisme de contrôle agréé qui sera chargé de contrôler la conformité de l'installation conformément aux modalités prévues au VII.1.

Cependant, l'Université Lumière Lyon 2 s'engage d'ores et déjà à faire ses meilleurs efforts pour mettre à disposition de l'occupant de nouveaux emplacements si ces modifications et / ou extensions le nécessitaient.

VII. 6 – Réparations

En cas de travaux indispensables, touchant l'un ou plusieurs des emplacements occupés, qui ne pourraient être différés à l'expiration de la présente convention et qui seraient nécessaires au bon entretien ou à la réparation de l'immeuble, conduisant à la suspension temporaire du fonctionnement des Equipements techniques mis en place par l'occupant, l'Université Lumière Lyon 2 devra en avertir, sauf cas de force majeure, ce dernier par lettre recommandée avec accusé de réception, six (6) mois avant le début des travaux.

L'Université Lumière Lyon 2 s'engage, dès à présent, à faire tout son possible pour trouver une solution de substitution pendant la durée d'indisponibilité, afin de permettre à l'occupant de transférer et de continuer d'exploiter ses Equipements techniques dans des conditions techniques similaires à celles des présentes.

Si aucune solution satisfaisante n'est trouvée, l'occupant pourra, sans préavis, résilier la présente convention par simple lettre recommandée avec accusé de réception, cette résiliation n'ouvrant à l'Université Lumière Lyon 2 aucun droit à indemnisation.

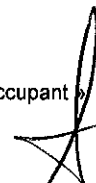
La redevance visée à l'article XV sera, en cas de résiliation de la convention, calculée au prorata temporis. Une réduction de la redevance ne pourra intervenir qu'au delà d'une période d'indisponibilité de deux mois consécutifs.

Néanmoins, et dans l'hypothèse où l'Université Lumière Lyon 2 aurait consenti à des tiers le droit d'occuper des emplacements sur son immeuble, cette dernière s'engage à faire ses meilleurs efforts pour la recherche impartiale d'une solution équitable entre les cohabitants avec lesquels elle a, ou aura, contracté.

ARTICLE VIII – RETRAIT DES EQUIPEMENTS TECHNIQUES

A l'expiration de la présente convention, quel qu'en soit le motif, l'occupant devra évacuer les lieux occupés, enlever les installations techniques qu'il aura installées et remettre les lieux en l'état, à ses frais. A défaut, l'Université Lumière Lyon 2 utilisera toutes voies de droit pour faire procéder d'office à l'enlèvement des installations de l'occupant.

En cas de défaillance de la part de l'occupant et après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée sans effet, l'Université Lumière Lyon 2 se réserve le droit de réclamer le rétablissement de tout ou partie des lieux dans leur état initial, avec le choix entre l'exécution matérielle des travaux nécessaires aux frais de l'occupant ou une indemnité pécuniaire, tous droits et taxes en sus, représentative de leur coût.



ARTICLE IX – COMPATIBILITE RADIOELECTRIQUE ET SAUVEGARDE DES INTERETS DES PARTIES

Si, il préexiste déjà une ou plusieurs stations de radiocommunications, l'occupant s'engage avant d'installer ses équipements techniques, à réaliser à sa charge financière les études de compatibilité entre les différentes installations.

Les résultats de cette étude de compatibilité seront remis à l'Université Lumière Lyon 2 par l'occupant avant le début des travaux. En cas d'interférences ou de perturbations diverses entre les équipements, l'occupant s'engage à réaliser à ses frais la mise en compatibilité radioélectrique sous réserve de la conformité de ces matériels avec les normes en vigueur. Si celle-ci s'avère impossible, l'occupant ne pourra installer ses propres équipements techniques. La présente convention sera résolue de plein droit sans indemnité de part et d'autre.

L'Université Lumière Lyon 2 s'engage à ne pas laisser s'installer sur le site des stations de radiocommunications d'autres entités sans avoir préalablement demandé aux futurs contractants de communiquer à l'occupant les études de compatibilité radioélectriques avec les équipements existants.

L'Université Lumière Lyon 2 s'engage à faire figurer des clauses similaires à cet article dans les contrats le liant au demandeur.

Les équipements techniques et leur fonctionnement ne devront engendrer aucune interférence sur les émissions radio qu'utilise éventuellement à partir du même site l'Université.

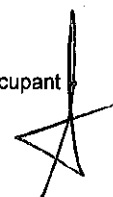
Les équipements techniques de l'occupant ne pourront en aucun cas avoir pour conséquence d'empêcher l'Université Lumière Lyon 2 d'installer d'autres antennes pour ses besoins propres.

Toutefois, si de telles installations causeraient une gêne aux émissions et réceptions relatives aux activités de l'occupant, les parties se concerteraient pour trouver un moyen technique afin de pallier ces inconvénients.

Dans l'hypothèse où il s'avèrerait, après enquête technique, que les équipements techniques de l'occupant gênent les émissions et/ou les réceptions radioélectriques du propriétaire et/ou du voisinage, les frais occasionnés par l'adaptation technique des matériels seront à la charge de l'occupant sous réserve de la conformité de ces matériels avec les normes et réglementation en vigueur.

Faute pour l'occupant de supprimer ces perturbations dues de son fait, il s'engage par avance à retirer ses équipements, dans un délai de deux mois à compter de la demande de l'Université Lumière Lyon 2 .

Enfin, l'installation et le fonctionnement des équipements techniques ne devront engendrer aucune gêne pour l'Université Lumière Lyon 2 dans l'exercice de ses activités.



ARTICLE X – OBLIGATIONS DES PARTIES

La présente convention est soumise aux dispositions du Code Civil.

X. 1 – Cession – sous occupation

L'occupant s'interdit de concéder ou de convenir d'une sous-occupation de l'emplacement mis à disposition sauf accord express de l'Université Lumière Lyon 2. Toute cession partielle ou totale de la présente convention est possible à toute filiale du groupe de l'occupant sous réserve d'en informer l'Université expressement par lettre recommandée avec accusé de réception.

Dans tous les cas, les parties pourront changer leur dénomination sociale sans que les droits et obligations de la présente convention soient modifiés.

X. 2 –Opposabilité aux futurs acquéreurs

La présente convention est opposable aux acquéreur éventuels de l'immeuble. Ainsi, l'Université Lumière Lyon 2 devra en rappeler l'existence à tout acquéreur.

X. 3 – Environnement législatif et réglementaire

Pendant toute la durée de la convention, la Société Orange s'assurera que le fonctionnement de ses Equipements Techniques est toujours conforme à la réglementation applicable, notamment en matière d'hygiène et de sécurité et, spécialement aux dispositions du décret n°2002-775 du 3 mai 2002 pris en application du 12° de l'article L32 du Code des Postes et Communications Electroniques et relatif aux valeurs limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques émis par les équipements utilisés dans les réseaux de télécommunication ou par les installations radioélectriques.

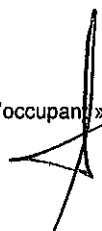
Pour plus de précisions, l'Université Lumière Lyon 2 se reportera à l'annexe V « Les antenne-relais et la santé» où elle trouvera des informations utiles sur la réglementation en vigueur et les connaissances scientifiques à ce jour.

En cas d'évolution de ladite réglementation et d'impossibilité pour la Société Orange de s'y conformer dans les délais légaux, celle-ci suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité ou pourra résilier de plein droit les présentes, par lettre recommandée avec accusé de réception, sans préavis ni indemnité.

L'Université se réserve le droit de procéder à des contrôles pour vérifier que les seuils d'exposition sont respectés.

La mise en place des périmètres de sécurité et de restriction d'exposition est à la charge de l'occupant. L'occupant précisera ces périmètres par un balisage de son choix (chaînette de couleur ou autre moyen de signalisation) et par l'affichage requis en la matière par la réglementation en vigueur, dont l'Université Lumière Lyon 2 reconnaît, par ailleurs, être parfaitement informée et qu'elle s'engage, en outre, à respecter.

Pour la définition des périmètres de sécurité et de restriction d'exposition, l'occupant devra prendre en compte les installations déjà existantes. L'occupant précisera le balisage du périmètre de sécurité sur un plan qui sera communiqué à l'Université Lumière Lyon 2. Cette dernière se réserve le droit de contrôler la matérialisation des balisages de sécurité.



De même, l'Université Lumière Lyon 2 s'engage à informer toute personne mandatée par elle-même de ladite réglementation, ainsi que des balisages et consignes de sécurité affichées par La Société Orange. Par ailleurs, l'Université Lumière Lyon 2 s'engage à informer, préalablement et par écrit dans le délai de 15 jours minimum, la Société Orange de toute intervention prévue dans le périmètre de sécurité de ses Equipements techniques afin que la Société Orange puisse prendre toute mesure utile s'il y a lieu.

X. 4 – Exposition à l'amiante

Dans l'hypothèse où les emplacements mis à disposition de Totem France sont situés dans un immeuble soumis à la réglementation applicable en matière de protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis, et notamment les dispositions des articles R. 1334-14 à R. 1334-22 du Code de la santé publique, L'Autorité Signataire, en tant que propriétaire de l'immeuble objet des présentes, garantit Totem France de toutes les réclamations et actions qui pourraient survenir pendant la durée de la présente convention. Il déclare expressément avoir fait procéder au diagnostic et constituer un dossier technique. L'Autorité Signataire communiquera à Totem France copie du dossier technique amiante (joint en Annexe VI).

ARTICLE XI – RESPONSABILITES

L'occupant demeure entièrement et seul responsable des dommages matériels directs qui pourraient résulter de l'installation, l'exploitation et l'enlèvement de ses équipements techniques.

L'occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou de celui des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

ARTICLE XII – ASSURANCES

L'occupant souscrira une assurance "Dommage aux biens" pour la station relais et une assurance Responsabilité Civile pour tous les risques locatifs et de voisinage.

L'occupant contractera à cette fin auprès d'une ou plusieurs compagnies d'assurance, une ou plusieurs polices d'assurance garantissant notamment les risques d'incendie, explosion, foudre, dégâts des eaux, responsabilité civile et fournira les attestations d'assurances correspondantes au propriétaire, dans le mois (1 mois) suivant la notification de la présente convention sur demande de l'Université Lumière Lyon 2.



ARTICLE XIII – DUREE

La présente convention est conclue pour une période initiale de 6 (six) ans à compter du 1er janvier 2022, soit jusqu'au 31 décembre 2027.

La convention peut être reconduite de manière expresse pour une nouvelle durée de 6 (six) ans. Si l'Université Lumière Lyon 2 accepte de reconduire la présente convention, cette dernière doit en informer l'occupant par lettre recommandée avec accusé de réception au moins 24 (vingt-quatre) mois avant le terme de la première période.

La reconduction de la convention est considérée comme refusée si aucune décision n'est prise à l'issue de ce délai. Dans tous les cas, le renouvellement de la convention ne constitue pas une obligation pour l'Université Lumière Lyon 2. La décision de ne pas reconduire la convention s'imposera dès lors à l'occupant sans que ce dernier ne puisse le contester ou demander une quelconque indemnisation.

Dans tous les cas, la durée maximale de la convention ne peut dépasser 12 (douze) ans à compter de sa date de notification.

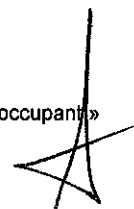
ARTICLE XIV – RESILIATION

La présente convention sera résiliée de plein droit par l'Université Lumière Lyon 2 en cas de:

- dissolution de la société occupante,
- liquidation judiciaire de la société occupante,
- cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition,
- condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité,
- suppression ou non renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de radiocommunication,-infraction à la réglementation applicable à un titre quelconque à l'activité exercée dans les lieux mis à disposition après mise en demeure restée sans effet,
- non-respect des seuils d'exposition aux champs électromagnétiques visés en annexe V,
- cession de la convention sans accord exprès de l'Université Lumière Lyon 2,
- refus ou retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités,
- perturbations des émissions radioélectriques de l'Université Lumière Lyon 2,
- non-paiement de la redevance aux échéances convenues, après réception par l'occupant d'une lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant un délai d'un (1) mois,
- en cas de nécessité de procéder à une restructuration entraînant la démolition totale ou partielle de l'immeuble objet de la convention, notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception,

La présente convention pourra être résiliée de plein droit sur l'initiative de l'occupant dans les cas suivants :

- cessation par l'occupant pour quelque motif que ce soit de l'exercice de l'activité prévue dans les lieux mis à disposition,
- condamnation pénale de l'occupant le mettant dans l'impossibilité de poursuivre son activité,-
- suppression ou non renouvellement de l'autorisation d'exploiter les réseaux de radiocommunication,
- refus ou retrait des autorisations administratives et réglementaires nécessaires à l'exercice de ses activités,-
- perturbations des émissions radioélectriques de l'occupant,-
- changement dans l'architecture du réseau exploité par l'occupant ou évolution technologique conduisant à une modification de ce même réseau.



La résiliation par l'une ou l'autre des parties sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception avec effet six (6) mois après réception de la lettre recommandée avec accusé de réception. Cependant, en cas d'inexécution ou manquement de l'occupant à l'une quelconque de ses obligations prévues à la présente convention, celle-ci sera résiliée par l'Université Lumière Lyon 2 par simple lettre recommandée avec accusé de réception un (1) mois après une mise en demeure adressée dans les mêmes formes et restée en tout ou partie sans effet pendant ce délai.

Par ailleurs, pendant toute la durée de la présente convention, l'Université Lumière Lyon 2 pourra procéder à sa résiliation pour un motif d'intérêt général, autre que l'inexécution des clauses ou conditions, par simple lettre recommandée avec accusé de réception moyennant un préavis de deux (2) mois. Cette décision de résiliation pour un motif d'intérêt général ne donne droit à aucune indemnité pour l'occupant.

Dans tous les cas visés ci-dessus, sauf en cas de démolition totale ou partielle de l'immeuble, les indemnités d'occupation payées d'avance par l'occupant resteront acquises à l'Université Lumière Lyon 2, sans préjudice de droit, pour cette dernière, de poursuivre le recouvrement de toutes sommes pouvant lui être dues. L'occupant ne pourra prétendre à aucune indemnité ni dédommagement de quelque nature du fait de la résiliation de la convention, quel qu'en soit le motif.

Dans tous les cas, la résiliation de la présente convention ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre l'occupant.



ARTICLE XV – REDEVANCE ET IMPOTS ET TAXES

La présente convention est acceptée moyennant une redevance annuelle de 20 000 € (vingt mille euros) HT, à laquelle s'ajoute la TVA au taux en vigueur, toutes taxes et charges incluses, qui prendra effet à compter du 1er janvier 2022.

L'Université Lumière Lyon 2 rappelle qu'elle est assujettie à la TVA au titre des redevances qu'elles prélèvent sur les occupants de leur domaine public.

La redevance est payable à terme à échoir à chaque date anniversaire de la convention.

Les titres de recettes, y compris le premier, seront payables par virement au plus tard 60 jours à compter de leur date d'émission.

L'Université Lumière Lyon 2 transmettra, au plus tard le jour de la signature de la présente convention, les pièces nécessaires au paiement de la redevance visées à l'Annexe I (RIB, RIP original, un extrait SIREN pour les personnes inscrites au répertoire SIREN).

De convention expresse entre les parties la redevance sera augmentée annuellement de 2 %. Cette révision interviendra de plein droit chaque année à la date anniversaire d'entrée en vigueur de la convention, sur la base de la redevance de l'année précédente.

Les titres de recettes sont à établir au nom de :

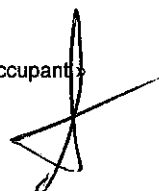
**TOTEM France
Gestion Immobilière
1 avenue de la Gare
31120 PORTET SUR GARONNE**

Les titres de recettes porteront les références suivantes : **LYON CLAUDE BERNARD – FRA06900108**

Totem France ayant déjà procédé au versement de la redevance relative à l'annuité en cours au titre de la convention en date du **16 mars 2016**, les parties conviennent que la première annuité sera calculée au prorata temporis pour la période annuelle courant à compter de la prise d'effet des présentes.

Dans un délai de 30 jours calendaires suivant la réception d'une copie de l'avis d'imposition, l'occupant s'engage à verser à l'Université le montant de la taxe susvisée.

Si une des parties souhaite procéder à l'enregistrement de la présente convention, les frais correspondants seront à sa charge.



ARTICLE XVI – CONFIDENTIALITE

L'occupant est réputé informé que la présente occupation du domaine public est un document administratif qui est communicable à toute personne qui en fait la demande, en application de l'article L311-1 du code des relations entre le public et l'administration, sous réserve de l'occultation préalable des mentions couvertes par le secret en matière industrielle et commerciale.

Cependant, chacune des parties s'engage à tenir strictement confidentielles toutes les informations concernant l'autre partie auxquelles elle pourrait avoir accès dans le cadre de la présente convention, quel que soit le mode de communication des dites informations.

Sauf autorisation préalable et écrite de l'occupant, l'Université Lumière Lyon 2 s'interdit notamment d'utiliser ou de divulguer, directement ou indirectement, pour son propre bénéfice ou non, à quelque tiers que ce soit, les informations qui lui seront transmises par l'occupant ou ses filiales, ou par les préposés de celles-ci à l'occasion de la négociation, de la conclusion, de l'exécution et/ou de la cessation des présentes.

L'Université Lumière Lyon 2 se porte garant de la bonne exécution de la présente obligation de confidentialité par ses dirigeants, ses représentants, ses salariés, ses sous-traitants et, plus généralement, ses collaborateurs et ses préposés quels qu'ils soient.

Les parties s'engagent à respecter la présente obligation de confidentialité pendant un délai de cinq (5) ans à compter de la résiliation ou de la cessation de la présente convention, quel qu'en soit le motif.

En dehors de la présente convention, sont considérés comme confidentiels par nature tous documents, toutes informations ou données, quel qu'en soit le support qu'elles ont échangé au préalable de la conclusion ou à l'occasion de l'exécution de la présente convention.

A l'expiration de la présente convention, pour quelque cause que ce soit, les parties s'engagent à se restituer ou à détruire les informations qu'elles se seront communiquées.

ARTICLE XVII – RESPONSABILITE SOCIALE

Le développement de la Société TOTEM France est fondé sur un ensemble de valeurs et de principes tels que figurant pour la société TOTEM France dans sa Charte Déontologique et sa Politique Anticorruption du groupe TOTEM France.

Le Présent article traduit l'engagement des Parties à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires nationales, européennes et internationales qui leurs sont applicables dans la conduite de leurs activités incluant notamment la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme, les normes de l'Organisation Internationale du Travail, les directives de l'OCDE (notamment celles qui concernent la lutte contre la corruption), la « Loi Sapin II », le « US Foreign Corrupt Practices Act », le « UK Bribery Act », le Code pénal français relatif aux crimes et délits financiers et économiques, ainsi également que les règles relatives aux sanctions économiques internationales (embargos) pouvant être mises en œuvre, en application du chapitre VII de la charte des Nations Unies, par l'Union Européenne, les autorités et lois américaines (y compris OFAC), les autorités et les lois françaises, ou ne pas être inscrit sur des listes notamment la « Consolidated Travel Ban and Assets Freeze List » publiée par le Comité de sanctions des Nations Unies, la « Specially Designated Nationals and Blocked Persons list » conservée par l'OFAC, la « Asset Freeze Target List » conservée le Ministère des Finances du Royaume-Uni et la liste consolidée des personnes et entités soumises à des sanctions financières européennes (ci-après les « Règles »).

En cas de modification du cadre législatif et réglementaire ainsi que de décisions de justice qui auraient pour conséquence la violation par l'une des Parties des Règles, les Parties s'engagent à introduire sans délai les adaptations nécessaires à la Convention pour y remédier.



Les Parties s'engagent pour leur compte, et à obtenir de leurs actionnaires, dirigeants, mandataires sociaux, employés, affiliés, sous-traitants et leurs représentants respectifs qu'ils s'engagent :

- À avoir mis en œuvre les moyens direct et indirect appropriés à la mise en œuvre effective et au maintien d'un programme de compliance afin de garantir le respect des Règles.
- À ce que (i) chacune des personnes visées au présent paragraphe et qui interviendront de façon directe ou indirecte de quelque façon que ce soit dans l'exécution de la Convention et (ii) l'ensemble des moyens directs ou indirects, technique, financier et opérationnel nécessaires à l'exécution des présentes qui auront été mis en œuvre par les Parties, respectent les Règles.

Afin de garantir le respect des Règles pendant toute la durée de la présente, les Parties s'engagent d'une part à faire droit à tout moment aux demandes de l'une des Parties tendant à obtenir de l'autre Partie l'ensemble des éléments justifiant de sa conformité aux Règles et d'autre part à informer l'autre Partie sans délai de tout manquement aux Règles commis par elle ou l'une quelconque des personnes visées au paragraphe précédent dont elle aurait connaissance, ainsi que des mesures correctives mises en place pour se conformer aux Règles.

En cas de non-respect par l'une des Parties des Règles et des engagements visés au présent article l'autre Partie pourra résilier le présent Contrat.



ARTICLE XVIII – DONNEES PERSONNELLES

TOTEM France, en tant que Responsable de Traitement, met en œuvre des traitements de Données Personnelles afin collecter, stocker, accéder et utiliser des informations relatives aux personnes concernées, et ce afin de simplifier les échanges et étapes de validation du présent bail.

Les personnes concernées par le présent traitement sont les cocontractants de TOTEM France et/ou leurs représentants.

Dans ce contexte, TOTEM France traite, en tout ou partie, les catégories de données suivantes :

- Données d'identification : Nom, prénom
- Données de contact : adresse postale, email, numéro de téléphone (fixe et mobile) ...
- Caractéristiques personnelles (état civil)
- Vie professionnelle (identité de la société le cas échéant)
- Données économiques et financières (IBAN/BIC)

La durée de conservation des données traitées est de trois (3) ans après la fin du contrat de bail. Les données peuvent exceptionnellement être conservées pour une durée plus longue afin de tenir compte des obligations légales incombant à TOTEM France.

L'ensemble des informations collectées est nécessaire au traitement des échanges et étapes de validation du présent bail par TOTEM France. TOTEM France s'engage à ne pas procéder à d'autres opérations de traitement autres que celles définies aux présentes sur les Données personnelles confiées ou produites dans le cadre des prestations objet de la convention.

Si les données nécessitent d'être transférées hors de L'Espace Economique Européen pour les besoins des échanges et étapes de validation, ou dans un pays dont la législation n'a pas été reconnue par la Commission européenne comme apportant un niveau de protection adéquat au sens de la réglementation en vigueur sur la protection des données personnelles, TOTEM France prend les dispositions nécessaires avec ses sous-traitants et partenaires afin de garantir un niveau de protection adéquat, en toute conformité avec la réglementation applicable.

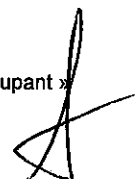
Ces informations sont destinées aux seules équipes de TOTEM France et de ses éventuels partenaires et sous-traitants en charge des opérations strictement nécessaires au traitement des échanges et étapes de validation du présent bail par TOTEM France.

TOTEM France s'assurera par ailleurs que tous ses employés, sous-traitants et prestataires fournissant des services en vertu de la présente convention connaissent et respectent les règles relatives à la confidentialité et à la protection des données personnelles, et soient soumis à une obligation spécifique de confidentialité.

TOTEM France prend les mesures de sécurité techniques et organisationnelles nécessaires pour protéger les données personnelles contre la destruction accidentelle ou illégale, la perte accidentelle, la modification, la divulgation ou l'accès non autorisés conformément aux lois applicables en matière de protection des données, et pour assurer la conservation, la disponibilité et l'intégrité de ces Données personnelles.

Les personnes concernées disposent d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données les concernant. Elles peuvent demander la portabilité de ces dernières et peuvent s'opposer aux traitements réalisés ou en demander la limitation dans les conditions définies par la réglementation en vigueur. Elles peuvent également émettre des directives sur la conservation, la suppression ou la communication de ces données après leur décès.

Pour l'exercice de leur droit, les personnes peuvent s'adresser à **contactbailleurs@totemtowers.com** en accompagnant leur demande d'un justificatif d'identité.



ARTICLE XIX – PROCEDURE ET CLAUSE ATTRIBUTIVE DE COMPETENCE JURIDICTIONNELLE

Sauf en cas d'urgence, toutes les contestations qui pourront s'élever entre les Parties au sujet de l'application ou de l'interprétation de la présente convention feront, au préalable, sous peine de forclusion, l'objet d'une tentative d'accord amiable.

En cas d'échec de celui-ci dans un délai de deux (2) mois, tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution de la présente convention pourra être porté devant le Tribunal administratif de Lyon.

ARTICLE XX – NULLITE RELATIVE

Si l'une ou plusieurs stipulations de la présente convention sont tenues pour non valables ou déclarées telles, en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur fin et leur portée.

ARTICLE XXI – ELECTION DE DOMICILE

Pour l'exécution des présentes, les Parties font élection de domicile :

« L'Université Lumière Lyon » : **L'Université Lyon 2**, sise 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon

« L'occupant » : **TOTEM France élit domicile au 132 avenue de Stalingrad, 94800 VILLEJUIF.**

Toute modification des présentes devra faire l'objet d'un avenant signé.

En 3 (trois) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour L'Autorité Signataire et 2 (deux) pour le Société Totem

Pour L'Autorité Signataire

Fait à

Le

.....

Nathalie DOMPNIER

Présidente

Pour Totem France

Fait à *15.06.2022*

Le *28/01/2022*

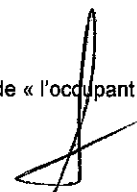
THIERRY PAPIN

Directeur Général

Pour le directeur et par Délégation
Michel Kerevel
Responsable Lease Management.

LISTE des ANNEXES :

- Annexe I : pièces justificatives à joindre **OBLIGATOIREMENT** aux présentes
- Annexe II : plans
- Annexe III : informations pratiques
- Annexe IV : état des lieux
- Annexe V : fiche santé
- Annexe VI : diagnostic amiante
- Annexe VII : relevé de propriété
- Annexe VIII : délibération n° 2019-40 modifiant la délégation de pouvoir du conseil d'administration de l'Université Lumière Lyon 2 au bénéfice de la Présidente

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop followed by a horizontal stroke.

ANNEXE I
PIECES JUSTIFICATIVES
A JOINDRE AUX PRESENTES

Convention pour le site N° : FRA06900108

**Titulaire du contrat (L'Autorité Signataire) : L'Université Lyon 2, sise 18 quai Claude Bernard
69007 Lyon**

L'Autorité Signataire est :

Liste des pièces ou informations

☐ personne physique non inscrite au RCS ou au
répertoire des métiers

RIB ou RIP original

☐

☐ personne morale non inscrite au RCS ou au
répertoire des métiers

RIB ou RIP original

☐

Extrait SIREN

☐

numéro de SIRET (14 chiffres)

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Code APE (4 chiffres et 1 lettre)

☐

--	--	--	--	--

☒ personne physique ou morale inscrite au RCS
ou au répertoire des métiers

RIB ou RIP original

☒

Numéro de SIRET (14 chiffres)

☒

1	9	6	9	1	7	7	5	1	0	0	0	1	4
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

Code APE (Activité Principale Exercée)
(4 chiffres et 1 lettre)

☐

--	--	--	--	--

Extrait Kbis original de moins de 1 mois

☐

Extrait SIREN

☒ L'Autorité Signataire est assujetti à la TVA

Numéro de TVA intracommunautaire

☒

F	R	8	2	1	9	6	9	1	7	7	5	1
---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

☐ TVA sur les débits

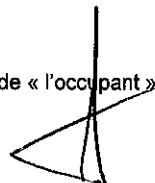
☐ TVA sur les encaissements (2 lettres + 11 chiffres)
(cocher la case correspondant à
votre régime TVA).

Indiquer :

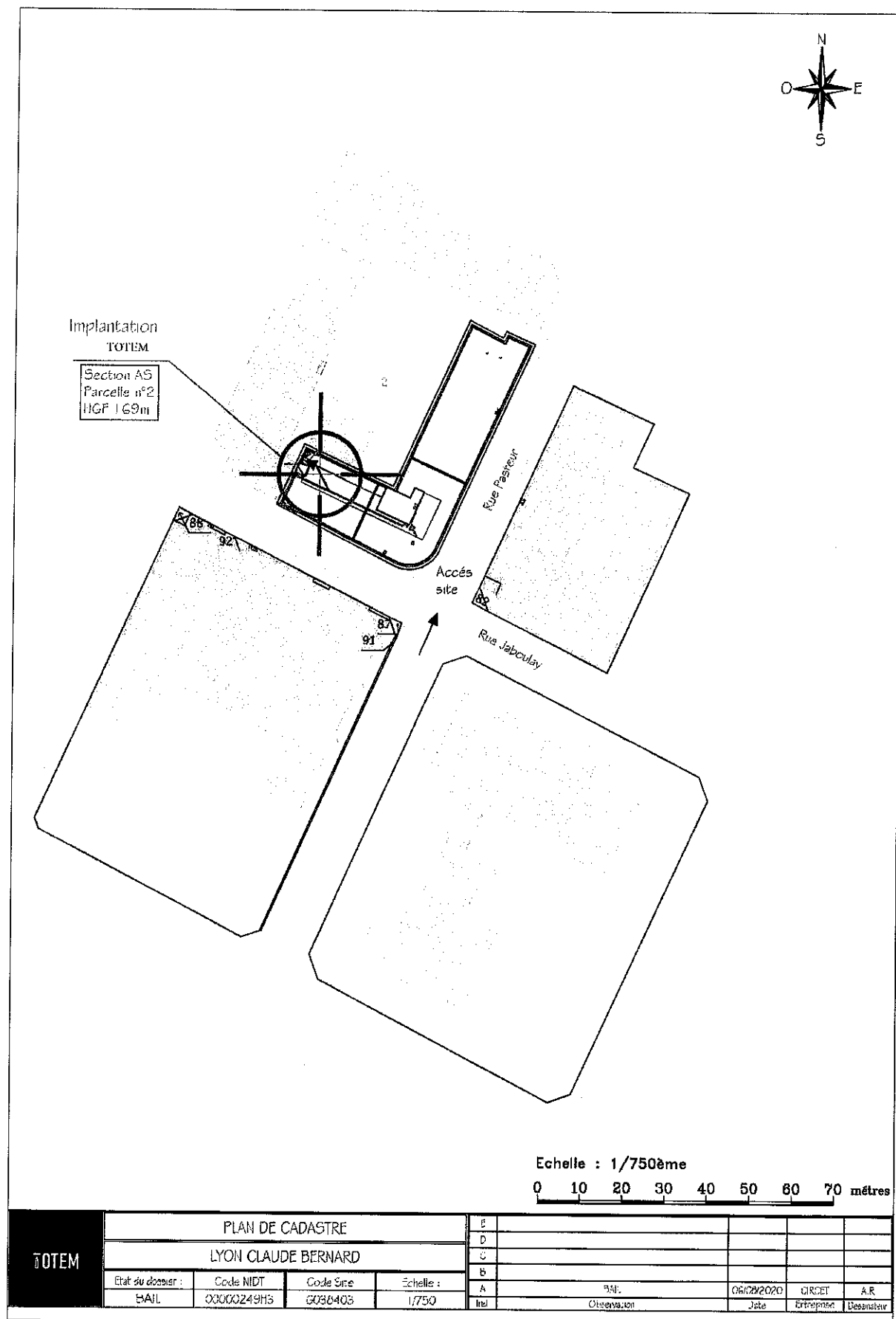
Une adresse e-mail (pour les avis de virement)
(celle du mandataire le cas échéant)
un numéro de téléphone

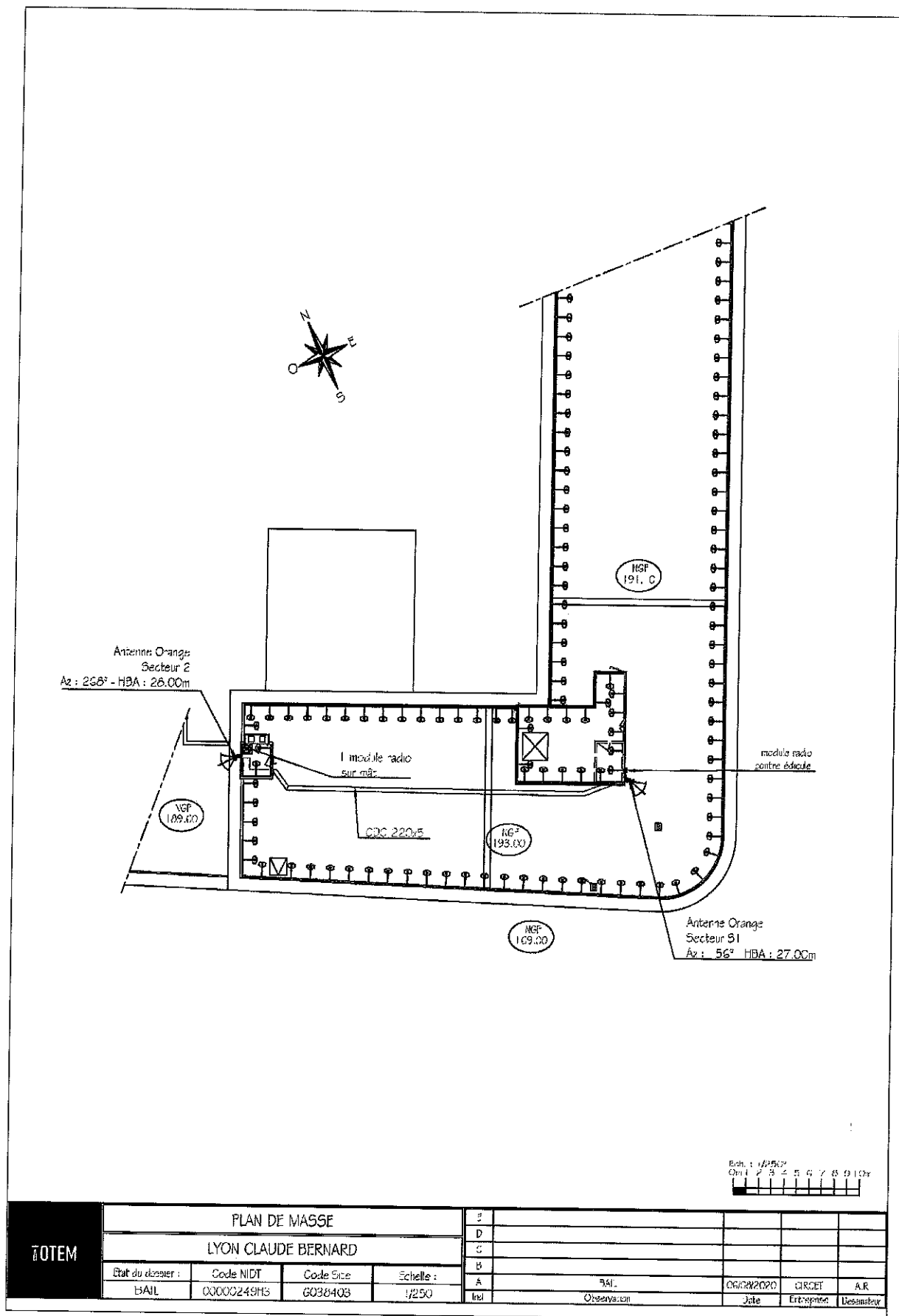
xavier.eymard@univ-lyon2.fr

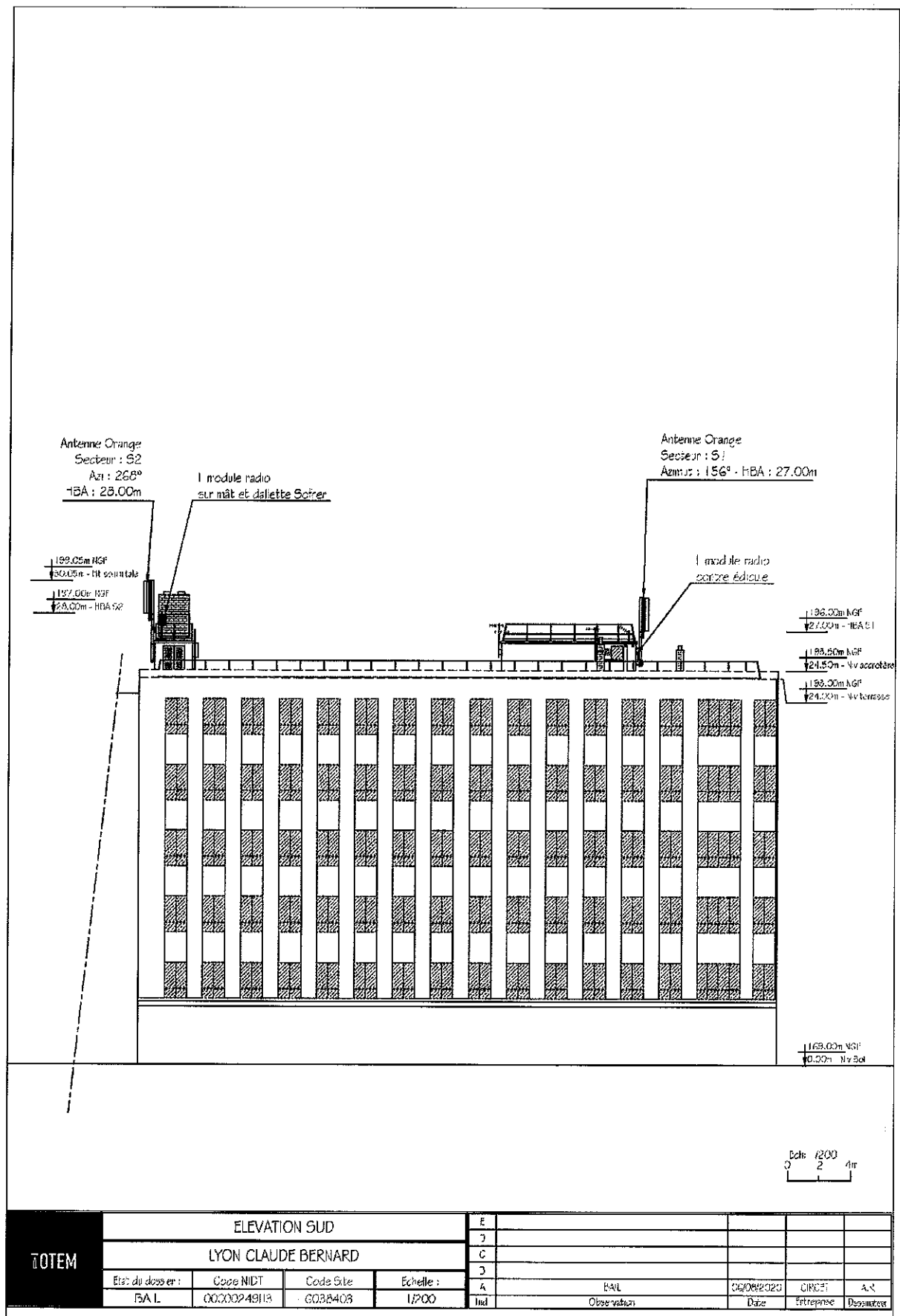
04 78 69 70 28



ANNEXE II PLANS







ANNEXE III
INFORMATIONS PRATIQUES

Nom du site : LYON CLAUDE BERNARD
Code du site : FRA06900108

Interlocuteurs LE PRENEUR :

Coordonnées Service Patrimoine TOTEM France :

TOTEM France
Gestion Immobilière
1 avenue de la gare
31120 PORTET SUR GARONNE
N° de téléphone : 0801 907 893
Courriel : contactbailleurs@totemtowers.com

Interlocuteurs LE PROPRIETAIRE :

1) Suivi administratif :
Monsieur Aurélien CILLA
Direction de l'immobilier
Adresse : 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon
Téléphone : 0478692305
Mail : Aurelien.Cilla@univ-lyon2.fr ; sti.pda@listes.univ-lyon2.fr (obligatoirement en copie) et
dajim@univ-lyon2.fr (obligatoirement en copie)

2) Suivi technique :
Madame Sophie BALNY
Direction de l'immobilier
Adresse : 5 avenue Pierre Mendès France 69500 Bron
Téléphone : 0478772400 / 06 84 83 49 32
Mail : sophie.balny@univ-lyon2.fr et sti.pda@listes.univ-lyon2.fr (obligatoirement en copie)

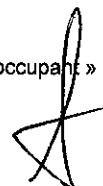
3) Accès :
Direction de l'immobilier
Adresse : 18 quai Claude Bernard 69007 Lyon
Téléphone : 04 78 69 76 69
Mail : sti.pda@listes.univ-lyon2.fr

4) Conditions d'accès :
Accès 7j/7 24h/24 /



**ANNEXE IV
ETAT DES LIEUX**

Conformément à l'article IV de la convention, lors de la mise à disposition et à la sortie des lieux, un état des lieux contradictoire sera dressé par un huissier de justice aux frais de l'occupant. Ces états des lieux constitueront la présente annexe IV.



ANNEXE V LES ANTENNES RELAIS ET LA SANTE

Cette annexe peut être amenée à évoluer en fonction des futures réglementations.

La multiplication rapide des antennes relais de téléphonie mobile accompagnant le déploiement de la téléphonie mobile a pu susciter dans la population des interrogations sur les effets éventuels sur la santé desdites antennes relais.

ETAT DES CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES :

A ce jour, l'expertise scientifique nationale et internationale ne conclut pas à l'existence de risques sanitaires liés à une exposition aux champs électromagnétiques émis par les antennes-relais de téléphonie mobile, dès lors que les valeurs limites d'exposition du public sont respectées.

Aide-mémoire n°304 de l'OMS de mai 2006 Champs électromagnétiques et santé publique, stations de base et technologie sans fil :

« Compte tenu des très faibles niveaux d'exposition et des résultats de recherche à ce jour, il n'existe aucun élément scientifique probant confirmant d'éventuels effets nocifs des stations de base et des réseaux sans fil pour la santé »

Avis du Comité des risques émergents et nouveaux (SCENIHR, comité scientifique indépendant mis en place par la commission européenne pour la conseiller) de février 2015 :

« Selon les résultats des recherches scientifiques actuelles, aucun effet néfaste sur la santé n'est établi si l'exposition reste inférieure aux niveaux fixés par les normes en vigueur, »

Cet avis confirme les avis précédents du SCENIHR du 19 janvier et du 6 juillet 2009 et tiennent compte de plus de 700 études publiées depuis 2008

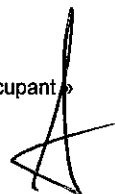
ANSES (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) rapport sur les radiofréquences Octobre 2013. Dans son communiqué de presse, l'ANSES énonce :

« L'Anses publie ce jour les résultats de l'évaluation des risques liés à l'exposition aux radiofréquences sur la base d'une revue de la littérature scientifique internationale, actualisant ainsi l'état des connaissances publié en 2009. Cette actualisation ne met pas en évidence d'effet sanitaire avéré et ne conduit pas à proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition de la population. »

Fiche antenne relais de téléphonie mobile janvier 2017 du gouvernement

« Les conclusions de l'évaluation des risques ne mettent pas en évidence d'effets sanitaires avérés... Compte tenu de ces éléments, il n'apparaît pas fondé, sur une base sanitaire, de proposer de nouvelles valeurs limites d'exposition pour la population générale »

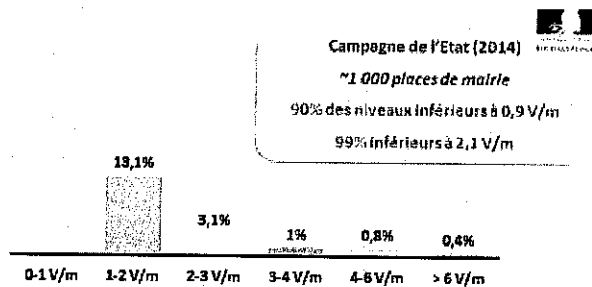
Par ailleurs, les dernières campagnes de mesures de l'ANFR (Agence Nationale des fréquences) montrent que l'exposition des antennes reste très faible au regard des valeurs limites fixées par la réglementation.



81,6%

Source : ANFR, étude sur l'exposition des
mairies (mai 2014)

ANFR



Pour plus d'informations se reporter au site <http://www.radiofrequences.gouv.fr/>

LA REGLEMENTATION APPLICABLE

Les limites d'exposition du public aux champs électromagnétiques : le décret n° 2002-775 du 3 mai 2002 transpose en droit français la recommandation du Conseil de l'Union Européenne du 12 juillet 1999 elle-même basée sur les seuils publiés par la commission internationale de protection contre les rayonnements non ionisants (ICNIRP).

Mai 2017 - Note interministérielle du 9 mai 2017 relative à l'implantation ou la modification substantielle d'une antenne relais

Cette note rappelle les dispositions applicables en matière d'implantation des installations radioélectriques ainsi que les modalités d'utilisation du dispositif de surveillance et de mesure de l'exposition du public aux ondes électromagnétiques. Elle rappelle également les travaux de l'Anses concernant l'état des connaissances sanitaires sur les radiofréquences. Elle vise à faciliter la mise en œuvre des textes d'application de la loi n°2015-136 relative à la sobriété, à la transparence, à l'information et à la concertation en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques lors de l'implantation ou de la modification substantielle des installations radioélectriques soumises à autorisation ou avis de l'ANFR.

La note :

<http://circulaires.legifrance.gouv.fr/index.php?action=afficherCirculaire&hit=1&retourAccueil=1&r=42246>

Décret 2016-1074 du 3 août 2016 transposant la directive 2013/35/UE sur la protection des travailleurs exposés aux champs électromagnétiques

Les employeurs doivent respecter les règles définies par le décret relatif à la protection des travailleurs contre les risques dus aux champs électromagnétiques émis par les équipements électriques et électroniques présents dans les entreprises.

Le décret définit les règles de prévention contre les risques pour la santé et la sécurité des travailleurs exposés aux champs électromagnétiques, notamment contre leurs effets biophysiques directs et leurs effets indirects connus. Il vise ainsi à améliorer la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs, qui reposait jusqu'alors sur les seuls principes généraux de prévention, et intègre une approche graduée des moyens de prévention et du dialogue interne à mettre en œuvre en cas de dépassement des « valeurs d'action » et des « valeurs limites ».

L'employeur doit évaluer les risques de dépassement de ces valeurs limites pour les salariés exposés à des sources de rayonnement électromagnétiques ; Pour cela, il s'appuie sur les données fournis par le fabricant d'équipements de travail, l'opérateur de communication électronique, l'installateur...

A noter, toutefois que compte-tenu des différences entre les valeurs limites applicables au public et celles qui concernent les salariés, un équipement, installé dans une entreprise, conforme à un usage public (qui donc ne soumet pas l'utilisateur à une exposition au-delà des valeurs limites applicables au public) ne peut entraîner aucun risque de dépassement des valeurs limites travailleurs puisque les premières sont très sensiblement inférieures aux secondes.

L'employeur peut toujours aussi vérifier sur le terrain, à ses frais, le respect des valeurs limites par une mesure de champ électrique effectuée, de préférence, par un laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC).

LA MESURE DES NIVEAUX D'EXPOSITION

Les mesures pour le public sont effectuées par des laboratoires privés accrédités par le COFRAC selon un protocole technique de l'ANFR (art. D100 et D101 du code des postes et des communications électroniques).

Afin de renforcer la transparence et l'indépendance du financement des mesures d'exposition du public aux ondes électromagnétiques, toute personne peut faire mesurer l'exposition aux ondes électromagnétiques aussi bien dans les locaux d'habitation que dans des lieux accessibles au public (parcs, commerces...). Cette démarche est gratuite.

- La personne qui souhaite faire réaliser une mesure remplit un formulaire de demande, téléchargeable sur le site internet www.service-public.fr.
- Elle doit impérativement faire signer ce formulaire par un organisme habilité par le décret n° 2013-1162 du 14 décembre 2013 : collectivités locales (communes, groupements de communes...), agences régionales de santé, certaines associations agréées par le ministère de l'environnement ou le ministère de la santé...
- Elle transmet ensuite la demande à l'ANFR qui dépêche un laboratoire accrédité et indépendant pour réaliser la mesure.

L'ANFR met à la disposition de toute personne un outil officiel, Cartoradio qui permet, d'une part, de connaître l'emplacement des stations radioélectriques et, d'autre part, d'avoir accès, pour un site donné, aux résultats des mesures de champs électromagnétiques synthétisés par une fiche de mesures. Pour accéder aux résultats, l'utilisateur renseigne une adresse ou zoome sur la carte.

Pour accéder à Cartoradio, nous vous invitons à suivre le lien suivant : www.cartoradio.fr

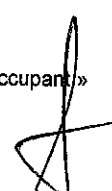
LES ENGAGEMENTS DE LA SOCIETE ORANGE

Orange a décliné ses engagements relatifs aux ondes radio autour de plusieurs axes :

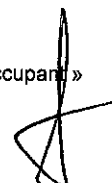
- Une communication transparente
- Le respect des réglementations pour les antennes relais et mobiles
- La contribution à l'effort de recherche
- La promotion des bons usages du mobile
- Une politique groupe sur les ondes radio au travail

Le site du groupe Orange et les ondes radio : <http://www.ondes-radio.orange.com/fr/Accueil>

Le site Bien vivre le digital : <https://bienvivreledigital.orange.fr/>



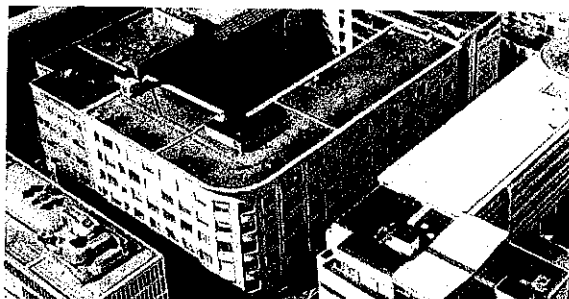
ANNEXE VI
DIAGNOSTIC AMIANTE

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized, cursive letter 'f' or similar character.

235 Rue de l'Eclat
69780 LIMONEST
Tel : 0472022719
Fax :

UNIVERSITE DE LYON
92 Rue Pasteur - CS 30122
69361 LYON CEDEX 07

DOSSIER DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE



REFERENCE	DESIGNATION DU BIEN	PROPRIETAIRE
Référence : 002AC029803 Appareil pour tous diagnostics Révisé le : 02/03/2020 Référence mandataire : AC131115	Bâtiment GAIA 92 Rue Pasteur 69007 LYON	UNIVERSITE DE LYON 92 Rue Pasteur - CS 30122 69361 LYON CEDEX 07

Diagnostic :



AC ENVIRONNEMENT
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS
SIRET : 441 353 914 02008 - N° de TVA intracommunautaire : FR24131115
Adresse pour RH Rhône SE : 235 Rue de l'Eclat - 69780 LIMONEST - 0472022719 / 0472022720

0202 400 400 100
www.ac-environnement.com



AC ENVIRONNEMENT
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

Référence : 002AC029803
50 Rue Pasteur
69007 LYON



Rapport de repérage des matériaux et produits de la liste A et B contenant de l'amiante à intégrer au Dossier Technique Amiante (DTA)

Mission de repérage réalisée selon les dispositions des articles R1334-17 et R1334-20 et R1334-29-5 du Code de la santé publique et conformément aux articles du 12 décembre 2012 modifiés relatifs au repérage des matériaux et produits des listes A et B contenant de l'amiante, ainsi qu'à la norme NF X45-020.

A - RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS



A-1 DESIGNATION DE L'IMMEUBLE	A-2 PROPRIETAIRE / DONNEUR D'ORDRE
Adresse : 92 Rue Pasteur 69007 LYON Bâtiment : NC Etage : NC Références client : AC131115	Propriétaire : UNIVERSITE DE LYON 92 Rue Pasteur - CS 30122 69361 LYON CEDEX 07 Donneur d'ordre : UNIVERSITE DE LYON 92 Rue Pasteur - CS 30122 69361 LYON CEDEX 07

N° de lot : Non communiqué Designation : Bâtiment GAIA	Date de commande : 02/03/2020 Date de repérage : 02/03/2020 Représentant du DO : UNIVERSITE DE LYON Rapport établi le : 02/03/2020
A-3 OPERATEUR DE REPERAGE Nom prénom : MAUBLANC Jérémy Certification n° : CPD03331 V4 Délivré le : 20/10/2017 Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par JCERT Certification Bat 6 rue de la Terre Verte 35700 ST GREGOIRE	A-4 ASSURANCE Société & Statut : AC Environnement - 441356914 Assurance : HDI Global SE N°0208471-30015 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020)

PRÉSENCE D'AMIANTE DANS LE CADRE DE LA MISSION Non
PRÉSENCE DE LOCAUX OU PARTIES DE LOCAUX NON VISITÉS ET OU DE COMPOSANTS OU PARTIES DE COMPOSANTS NON INSPECTÉS Non
Le présent rapport ne peut être reproduit que dans son intégralité



AC ENVIRONNEMENT
SIRET : 441 353 914 02008 - N° de TVA intracommunautaire : FR24131115
Adresse pour RH Rhône SE : 235 Rue de l'Eclat - 69780 LIMONEST - 0472022719 / 0472022720

0202 400 400 100
www.ac-environnement.com

Page 2/21

Note de synthèse



AMIANTE : Dossier Technique Amiante (DTA) (Liste A et B)

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

Absence



AC ENVIRONNEMENT
SIRET : 441 353 914 02008 - N° de TVA intracommunautaire : FR24131115
Adresse pour RH Rhône SE : 235 Rue de l'Eclat - 69780 LIMONEST - 0472022719 / 0472022720

0202 400 400 100
www.ac-environnement.com



AC ENVIRONNEMENT
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS

Référence : 002AC029803
50 Rue Pasteur
69007 LYON



B - SOMMAIRE

A - Renseignements administratifs	Annexes
A-1 - Désignation de l'immeuble A-2 - Propriétaire / Donneur d'ordre A-3 - Opérateur de repérage A-4 - Assurance	Plan de repérage technique Rapport photographique Etat de conservation des matériaux de la liste A Etat de conservation des matériaux de la liste B Fiche d'identification et de cotation des prélèvements Rapport(s) d'analyse(s) du laboratoire Document
B - Sommaire	
C - Locaux ou parties de locaux et composants ou parties de composant	
C-1 - Locaux visités C-2 - Locaux ou parties de locaux non visités et composants	
D - Conclusion(s)	
D-1 - Conclusion(s) du rapport de mission D-2 - Commentaires et réserves	
E - Conditions de repérage	
E-1 - Rapport(s) précédemment réalisé(s) E-2 - Objet, méthodologie et cadre juridique de l'intervention E-3 - Prévision de repérage E-4 - Conditions de réalisation du repérage	
F - Ordonnance de résultat du repérage G - Obligations réglementaires du propriétaire Recommandations de gestion adaptées aux besoins de protection des personnes H - Recommandations générales de sécurité	

C - LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT

C-1 LISTE DES LOCAUX VISITÉS	Plan	Volume	Plan	Volume
Bât. Gaia - Sous-sol	G009	Bât. Gaia - Sous-sol	G011a	
Bât. Gaia - Sous-sol	G011	Bât. Gaia - Sous-sol	G010	
Bât. Gaia - Sous-sol	G008	Bât. Gaia - Sous-sol	G007	
Bât. Gaia - Sous-sol	G012	Bât. Gaia - Sous-sol	G009	
Bât. Gaia - Sous-sol	G005	Bât. Gaia - Sous-sol	G013	
Bât. Gaia - Sous-sol	G016a	Bât. Gaia - Sous-sol	G014	
Bât. Gaia - Sous-sol	G018	Bât. Gaia - Sous-sol	G004	
Bât. Gaia - Sous-sol	G015	Bât. Gaia - Sous-sol	G003	
Bât. Gaia - Sous-sol	G049	Bât. Gaia - Sous-sol	G017	
Bât. Gaia - Sous-sol	G017a	Bât. Gaia - Sous-sol	G017b	
Bât. Gaia - Sous-sol	G048a	Bât. Gaia - Sous-sol	G047	
Bât. Gaia - Sous-sol	G002-A	Bât. Gaia - Sous-sol	G047a	
Bât. Gaia - Sous-sol	G049	Bât. Gaia - Sous-sol	G045	
Bât. Gaia - Sous-sol	G042	Bât. Gaia - Sous-sol	G001a	
Bât. Gaia - Sous-sol	G001	Bât. Gaia - Sous-sol	G046	
Bât. Gaia - Sous-sol	G045a	Bât. Gaia - Sous-sol	G031	
Bât. Gaia - Sous-sol	G031a	Bât. Gaia - Sous-sol	G037	
Bât. Gaia - Sous-sol	G032	Bât. Gaia - Sous-sol	G036	
Bât. Gaia - Sous-sol	G042	Bât. Gaia - Sous-sol	G040	
Bât. Gaia - Sous-sol	G035	Bât. Gaia - Sous-sol	G036a	
Bât. Gaia - Sous-sol	G034	Bât. Gaia - Sous-sol	G035	
Bât. Gaia - Sous-sol	Espace 3	Bât. Gaia - Sous-sol	G038	
Bât. Gaia - Sous-sol	G041	Bât. Gaia - Sous-sol	G043-A	
Bât. Gaia - Sous-sol	G043-B	Bât. Gaia - Sous-sol	G043a-A	
Bât. Gaia - Sous-sol	G044-A	Bât. Gaia - Sous-sol	G044a-A	



AC ENVIRONNEMENT
SIRET : 441 353 914 02008 - N° de TVA intracommunautaire : FR24131115
Adresse pour RH Rhône SE : 235 Rue de l'Eclat - 69780 LIMONEST - 0472022719 / 0472022720

0202 400 400 100
www.ac-environnement.com

Page 1/21



Bât. Gara - Sous-sol	G044-A	Bât. Gara - Sous-sol	G044-A
Bât. Gara - Sous-sol	G044-A	Bât. Gara - Sous-sol	G044-A
Bât. Gara - NO	GR08	Bât. Gara - NO	GR08
Bât. Gara - NO	GR09	Bât. Gara - NO	GR09
Bât. Gara - NO	GR08-A	Bât. Gara - NO	GR08-A
Bât. Gara - NO	GR13	Bât. Gara - NO	GR13
Bât. Gara - NO	GR08	Bât. Gara - NO	GR08
Bât. Gara - NO	GR15b	Bât. Gara - NO	GR15b
Bât. Gara - NO	GR01	Bât. Gara - NO	GR01
Bât. Gara - NO	GR15a	Bât. Gara - NO	GR15a
Bât. Gara - NO	GR15c	Bât. Gara - NO	GR15c
Bât. Gara - NO	GR15d	Bât. Gara - NO	GR15d
Bât. Gara - NO	GR15e	Bât. Gara - NO	GR15e
Bât. Gara - NO	GR17	Bât. Gara - NO	GR17
Bât. Gara - NO	GR17c	Bât. Gara - NO	GR17c
Bât. Gara - NO	GR48-A	Bât. Gara - NO	GR48-A
Bât. Gara - NO	GR25	Bât. Gara - NO	GR25
Bât. Gara - NO	GR25d	Bât. Gara - NO	GR25d
Bât. Gara - NO	GR25e	Bât. Gara - NO	GR25e
Bât. Gara - NO	GR24	Bât. Gara - NO	GR24
Bât. Gara - NO	GR23	Bât. Gara - NO	GR23
Bât. Gara - NO	GR21-A	Bât. Gara - NO	GR21-A
Bât. Gara - NO	GR57	Bât. Gara - NO	GR57
Bât. Gara - NO	GR56	Bât. Gara - NO	GR56
Bât. Gara - NO	GR20	Bât. Gara - NO	GR20
Bât. Gara - NO	GR51a	Bât. Gara - NO	GR51a
Bât. Gara - NO	GR52	Bât. Gara - NO	GR52
Bât. Gara - NO	GR16-A	Bât. Gara - NO	GR16-A
Bât. Gara - N1	G110a	Bât. Gara - N1	G110a
Bât. Gara - N1	G119	Bât. Gara - N1	G119
Bât. Gara - N1	G117-A	Bât. Gara - N1	G117-A
Bât. Gara - N1	G115	Bât. Gara - N1	G115
Bât. Gara - N1	G121	Bât. Gara - N1	G121
Bât. Gara - N1	G122	Bât. Gara - N1	G122
Bât. Gara - N1	G141	Bât. Gara - N1	G141
Bât. Gara - N1	G113	Bât. Gara - N1	G113
Bât. Gara - N1	G111	Bât. Gara - N1	G111
Bât. Gara - N1	G121a	Bât. Gara - N1	G121a
Bât. Gara - N1	G141-A	Bât. Gara - N1	G141-A
Bât. Gara - N1	G120a-A	Bât. Gara - N1	G120a-A
Bât. Gara - N1	G142	Bât. Gara - N1	G142
Bât. Gara - N1	G110j	Bât. Gara - N1	G110j
Bât. Gara - N1	G109b	Bât. Gara - N1	G109b
Bât. Gara - N1	G107	Bât. Gara - N1	G107
Bât. Gara - N1	G105a	Bât. Gara - N1	G105a
Bât. Gara - N1	G101-A	Bât. Gara - N1	G101-A
Bât. Gara - N1	G103-A	Bât. Gara - N1	G103-A
Bât. Gara - N1	G103a	Bât. Gara - N1	G103a
Bât. Gara - N1	G104d	Bât. Gara - N1	G104d
Bât. Gara - N1	G104b	Bât. Gara - N1	G104b
Bât. Gara - N2	G235	Bât. Gara - N2	G235
Bât. Gara - N2	G216c	Bât. Gara - N2	G216c
Bât. Gara - N2	G216a	Bât. Gara - N2	G216a
Bât. Gara - N2	G215a-A	Bât. Gara - N2	G215a-A
Bât. Gara - N2	G215b	Bât. Gara - N2	G215b
Bât. Gara - N2	G219	Bât. Gara - N2	G219

Bât. Gara - N2	G237-A	Bât. Gara - N2	G237-A
Bât. Gara - N2	G221-A	Bât. Gara - N2	G221-A
Bât. Gara - N2	G212	Bât. Gara - N2	G212
Bât. Gara - N2	G222	Bât. Gara - N2	G222
Bât. Gara - N2	G222c	Bât. Gara - N2	G222c
Bât. Gara - N2	G238	Bât. Gara - N2	G238
Bât. Gara - N2	G209a	Bât. Gara - N2	G209a
Bât. Gara - N2	G207	Bât. Gara - N2	G207
Bât. Gara - N2	G205a	Bât. Gara - N2	G205a
Bât. Gara - N2	G205c	Bât. Gara - N2	G205c
Bât. Gara - N2	G239	Bât. Gara - N2	G239
Bât. Gara - N2	G201-A	Bât. Gara - N2	G201-A
Bât. Gara - N2	G205-A	Bât. Gara - N2	G205-A
Bât. Gara - N2	G240	Bât. Gara - N2	G240
Bât. Gara - N3	G224	Bât. Gara - N3	G224
Bât. Gara - N3	G313b	Bât. Gara - N3	G313b
Bât. Gara - N3	G312b	Bât. Gara - N3	G312b
Bât. Gara - N3	G312	Bât. Gara - N3	G312
Bât. Gara - N3	G314	Bât. Gara - N3	G314
Bât. Gara - N3	G316	Bât. Gara - N3	G316
Bât. Gara - N3	G308	Bât. Gara - N3	G308
Bât. Gara - N3	G326	Bât. Gara - N3	G326
Bât. Gara - N3	G318-A	Bât. Gara - N3	G318-A
Bât. Gara - N3	G310a-A	Bât. Gara - N3	G310a-A
Bât. Gara - N3	G327	Bât. Gara - N3	G327
Bât. Gara - N3	G305a	Bât. Gara - N3	G305a
Bât. Gara - N3	G304a	Bât. Gara - N3	G304a
Bât. Gara - N3	G302	Bât. Gara - N3	G302
Bât. Gara - N3	G301f	Bât. Gara - N3	G301f
Bât. Gara - N3	G301d	Bât. Gara - N3	G301d
Bât. Gara - N3	G301c	Bât. Gara - N3	G301c
Bât. Gara - N3	G301a	Bât. Gara - N3	G301a
Bât. Gara - N4	G408b	Bât. Gara - N4	G408b
Bât. Gara - N4	G408	Bât. Gara - N4	G408
Bât. Gara - N4	G408	Bât. Gara - N4	G408
Bât. Gara - N4	G411	Bât. Gara - N4	G411
Bât. Gara - N4	G425-A	Bât. Gara - N4	G425-A
Bât. Gara - N4	G412a-A	Bât. Gara - N4	G412a-A
Bât. Gara - N4	G414-A	Bât. Gara - N4	G414-A
Bât. Gara - N4	G404b	Bât. Gara - N4	G404b
Bât. Gara - N4	G404d	Bât. Gara - N4	G404d
Bât. Gara - N4	G404a	Bât. Gara - N4	G404a
Bât. Gara - N4	G402	Bât. Gara - N4	G402
Bât. Gara - N4	G401	Bât. Gara - N4	G401
Bât. Gara - N4	G401a	Bât. Gara - N4	G401a
Bât. Gara - N4	G402d	Bât. Gara - N4	G402d
Bât. Gara - N4	G401b	Bât. Gara - N4	G401b
Bât. Gara - N4	G402a	Bât. Gara - N4	G402a
Bât. Gara - N4	G428	Bât. Gara - N4	G428
Bât. Gara - N4	G400c	Bât. Gara - N4	G400c
Bât. Gara - N4	G400	Bât. Gara - N4	G400
Bât. Gara - N4	G402a-A	Bât. Gara - N4	G402a-A
Bât. Gara - N4	G400	Bât. Gara - N4	G400
Bât. Gara - N4	G400a	Bât. Gara - N4	G400a
Bât. Gara - N4	Vol 270	Bât. Gara - N4	Vol 270
Bât. Gara - N4	Vol 271	Bât. Gara - N4	Vol 271
Bât. Gara - N4	Façade	Bât. Gara - N4	Façade



C-2 LOCAUX OU PARTIE(S) DE LOCAUX NON VISITÉ(S) ET COMPOSANT(S) OU PARTIE(S) DE COMPOSANT NON INSPECTÉ(S)

Liste des locaux ou parties de locaux, composants ou parties de composants qui n'ont pu être visités et pour lesquels des investigations complémentaires sont nécessaires afin de statuer sur la présence ou l'absence d'amiante:

Localisation	Justification(s)	Investigations supplémentaires
N°	N°	N°

D - CONCLUSIONS

D-1 CONCLUSION(S) DU RAPPORT DE MISSION

Dans le cadre de la mission décrite en entête, il n'a pas été repéré de matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante.

D-2 COMMENTAIRE(S) ET RESERVE(S)

Commentaire n°1

Le bâtiment a subi d'importants travaux de réhabilitation entre 2017 et 2020. L'ensemble des éléments de la liste A & B sont récents. Il n'y a plus de risque de présence de matériaux susceptibles de contenir de l'amiante. Les éléments mis à disposition pour l'analyse (échantillons) sont issus d'analyses de diagnostic amiante (DIA & RAT). RAT = Qualicouleur: N° 1468207 11/01/2018 RAT = Qualicouleur: N° 1558419 27/02/2018 RAT = Qualicouleur: N° 12805 20/10/2018 RAT = ACE 02/07/2024/59 Plans de démolition, de retrait ou d'encapsulation (PDRE) - PRENYS: N° M-09/2019-02/24 GENIER DEFORGE: N° M-07/2019-02/24 GENIER DEFORGE: N° M-17/2019-04/01 Bordereau de suivi des déchets d'amiante (BSDA): BSD M-09 2019-02 AH-04 BSD M-09 2019-02 AH-05 BSD M-09 2019-02 AH-07 BSD M-11 2019-02 AH-01 BSD M-11 2019-02 AH-02 BSD M-09 2019-02 AH-02

E - CONDITIONS DE REPÉRAGE

E-1 RAPPORT(S) PRECEDEMENT REALISE(S)

Date	Références	Principales conclusions
cf. fiche récapitulative	cf. fiche récapitulative	cf. fiche récapitulative

E-2) OBJET, METHODOLOGIE ET CADRE JURIDIQUE DE L'INTERVENTION

Objet de la mission :

Elaborer ou mettre à jour le rapport de repérage des matériaux et produits de liste A et B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique en vue de la constitution ou de l'actualisation du Dossier Technique Amiante.

Obligation réglementaire de la constitution du DTA :

Le présent rapport de repérage devra être joint par le propriétaire aux autres pièces constitutives du Dossier Technique Amiante du bien, telles que définies à l'article R1334-29-5 du Code de la santé publique.

Méthodologie :

Rechercher, identifier, localiser et évaluer l'état de conservation des produits de la liste A et B susceptibles sans travaux destructifs. Pour les matériaux de la liste B, leur risque de dégradation lié à l'environnement est également évalué.

Cadre réglementaire et normatif :

- Code de la santé publique, articles R1334-17 et 18, R1334-20 et 21, R1334-29-5, listes A et B de l'annexe 13-9.
- Décret n°2011-559 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 modifié relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du "dossier technique amiante".
- Norme NF X46-020.

Limites de la mission :

Le présent rapport de repérage correspond à l'état relevé à la présence ou l'absence d'amiante à proximité en cas de vente, prévu à l'article L1334-13 et R1334-29-7 du Code de la santé publique, dans les limites de réalisation de la mission rappelées dans le présent rapport. Le présent rapport de repérage n'est pas suffisant pour couvrir les obligations d'évaluation initiale du risque amiante du propriétaire/locataire d'ordonnance d'ouvrage en cas de travaux, prévues par le code du travail aux articles R4412-97 à R4412-97-4. En cas de travaux, le propriétaire/propriétaire/locataire d'ordonnance d'ouvrage devra fournir aux entreprises intervenantes un repérage amiante avant travaux, suite selon les dispositions de l'article R4412-97 du Code du travail et dans les conditions prévues dans l'arrêté du 16 juillet 2019 relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations dans les immeubles bâtis.

E-3) PERIMETRE DE REPERAGE

Notre périmètre de repérage porte sur l'ensemble des locaux ou parties de l'immeuble telles au point C-1 du présent rapport et figurant sur le schéma de repérage joint en annexe à l'exclusion des locaux ou parties d'immeuble n'ayant pu être visités. Révisé au point C-2.

E-4) CONDITIONS DE REALISATION DU REPERAGE

Programme de repérage :

Le programme de repérage de la mission est constitué par les matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la santé publique.

Liste A mentionnée à l'article R1334-20 :

Composant à sonder ou à vérifier :

Placages

Colorisages

Peintures



AC Environnement - 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 RIORGES - Fax : 0825800954
SIRET : 441 355 914 00239 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120
Assurée par HDI Global SE N°70269171-30015 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020)

0 800 400 100
www.ac-environnement.com



AC Environnement - 86 rue Pasteur - CS 70244 - 42153 RIORGES - Fax : 0825800954
SIRET : 441 355 914 00239 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120
Assurée par HDI Global SE N°70269171-30015 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020)

0 800 400 100
www.ac-environnement.com

F - GRILLE DE RESULTAT DU REPERAGE

Localisation	Catégorie	Composant	Partie de composant	Liste Action	Description	Précision	Ref. pré. Descriptif	Résultat	Conclusion	EC
Plan : Bât. Gaïa - Façade										
Façade								Néant*	Absence	
Plan : Bât. Gaïa - N0										
GR46								Néant*	Absence	
GR09a								Néant*	Absence	
GR09								Néant*	Absence	
GR09b								Néant*	Absence	
GR08-A								Néant*	Absence	
GR47								Néant*	Absence	
GR13								Néant*	Absence	
GR06								Néant*	Absence	
GR48								Néant*	Absence	
GR14								Néant*	Absence	
GR15b								Néant*	Absence	
GR05								Néant*	Absence	
GR04								Néant*	Absence	
GR03								Néant*	Absence	
GR48-A								Néant*	Absence	
GR15a								Néant*	Absence	
GR15c								Néant*	Absence	
GR15								Néant*	Absence	
GR02								Néant*	Absence	
GR16								Néant*	Absence	
GR16a								Néant*	Absence	



AC Environnement - 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 RIORGES - Fax : 0825800954
SIRET : 441 355 914 00239 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120
Assurée par HDI Global SE N°70269171-30015 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020)



Plan : Bât. Gaïa - N0

GR17
GR01
GR17a
GR17c
GR49-A
GR49a
GR25
GR25e
GR25d
GR25c
GR25b
GR25a
GR24
GR50
GR23
GR22
GR21-A
GR51
GR57
GR18
GR56
GR20
GR20a
GR51a
GR55
GR52
GR54
GR19-A

[illegible]

AC Environnement - 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 RIORGES - Fax : 0825800954
SIRET : 441 355 914 00298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Coda APE : 7120
Assurée par HDI Global SE N°76208471-30015 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020)

GRATIS 0 800 400 100
www.ac-environnement.com

PAGE 12 / 33



Plan : Bât. Gaïa - N1

G139
G119a
G120
G119
G118
G117-A
G116
G115
G140
G121a
G121b
G122
G123a
G141
G114
G113
G112
G111
G123b
G124
G125-A
G141-A
G126a
G126b-A
G126d
G142
G110b
G110a
G109a

[illegible]

AC Environnement - 64 rue Clément Ader - CS 70064 - 42153 RIORGES - Fax : 0925800954
SIRET : 441 355 914 00298 - N° de TVA Intracommunautaire : FR03441355914 - Code APE : 7120
Assurée par l'Indi Global SE N°76208471-30015 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2029)

CLIQUE 0 800 400 100
www.bc-environnement.com

PAGE 13 / 33

G109b
G108
G107
G105b-A
G106a
G143
G101-A
G102
G103-A
G105b-A
G105a
G104a
G104d
G104c
G104b
G145

[illegible]

G235
G217
G216c
G216b
G216a
G218a
G215b-A
G236
G215a
G214b
G219

[illegible]

G214a
G237-A
G220
G221-A
G213
G212
G211
G222
G222a-A
G222c
G210
G238
G209
G209a
G208
G207
G206b
G206a
G200-A
G205c
G200a-A
G239
G205b
G201-A
G205a
G205-A
G202
G240
G218b

[illegible]

G324
G313a
G313b
G313
G312b
G312a-A
G312
G311
G310
G325
G314
G315
G316
G309
G308
G307
G326
G317
G316-A
G319
G319a-A
G319c
G327
G306b
G306a
G305
G304a
G304

[illegible]

G302
G303-A
G328
G301g
G301f
G301e
G301d
G301
G301c
G301b
G301a

[illegible]

G422
G423
G408a
G408b
G408c
G408
G407-A
G406
G410
G411
G405a
G425-A
G412
G412a-A
G413-A
G414-A

[illegible]

Plan : Bât. Gaïa - N4

G424	Néant*	Absence
G404b	Néant*	Absence
G425-B	Néant*	Absence
G404d	Néant*	Absence
G404c	Néant*	Absence
G404a	Néant*	Absence
G403	Néant*	Absence
G402f	Néant*	Absence
G426	Néant*	Absence
G401a	Néant*	Absence
G402e	Néant*	Absence
G402d	Néant*	Absence
G401b	Néant*	Absence
G402c	Néant*	Absence
G402b	Néant*	Absence
G402a-A	Néant*	Absence
G400	Néant*	Absence
G400b	Néant*	Absence
G400a	Néant*	Absence

Plan : Bât. Gaïa - N5 (Edicules)

Vol 269	Néant*	Absence
Vol 270	Néant*	Absence
Vol 271	Néant*	Absence

Plan : Bât. Gaïa - Sous-sol

G009	Néant*	Absence
G011a	Néant*	Absence
G011	Néant*	Absence



Plan : Bât. Gaïa - Sous-sol

G010	Néant*	Absence
G008	Néant*	Absence
G007	Néant*	Absence
G012	Néant*	Absence
G006	Néant*	Absence
G005	Néant*	Absence
G013	Néant*	Absence
G016a	Néant*	Absence
G014	Néant*	Absence
G016	Néant*	Absence
G004	Néant*	Absence
G015	Néant*	Absence
G003	Néant*	Absence
G048	Néant*	Absence
G017	Néant*	Absence
G017a	Néant*	Absence
G017b	Néant*	Absence
G048a	Néant*	Absence
G047	Néant*	Absence
G002-A	Néant*	Absence
G047a	Néant*	Absence
G049	Néant*	Absence
G045	Néant*	Absence
Espace 1	Néant*	Absence
G001a	Néant*	Absence
G001	Néant*	Absence
G046	Néant*	Absence
G046a	Néant*	Absence
G031	Néant*	Absence



G031a
G037
G032
G036
G042
G040
G035
G036a
G034
G039
Espace
G038
G041
G043-A
G043-B
G044a-
G044-A
G044A-
G044c-
G044b-

[illegible]

Toiture

Néant* Absence

* Conformément à l'article R 1334-20 et 21 (Liste A et B) définissant l'ensemble des composants dont les parties sont à sonder ou à vérifier, après intervention de l'opération de repérage, les locaux investigués ne présentent aucun de ces éléments.

H - RECOMMANDATIONS GENERALES DE SECURITE

Score 1 :

L'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectuée dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 2 :

La mesure d'empoussièrément dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R. 1324-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air rend les résultats des mesures d'empoussièrément au propriétaire contre accusé de réception ;

Score 3:

Les travaux de retrait ou de confinement sont achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de répréage ou les résultats des mesures d'empoisonnement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation. Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées sont mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas, à un niveau d'empoisonnement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux. Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immobilier concerné.

Produit de la liste B :
Score EP (Evaluation périodique) :
 Cette évaluation consiste à :

a) Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;

b) Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

Score AC1 (action corrective de niveau 1) :

Cette action corrective consiste à :

- a) Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
- b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
- c) Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
- d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restent accessibles ainsi que, le cas échéant, leur

Cette action corrective consiste à :

a) Prendre, tant que les mesures manœuvrables ou ne vont pas être mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériel ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;

b) Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'infirmité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;

d) Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restent accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Un certain nombre des producteurs et distributeurs ont commencé à se réunir en 1961 afin de promouvoir des produits et de se procurer des matières premières. Ils ont commencé à travailler ensemble en 1962. Ils ont commencé à travailler ensemble en 1962. Ils ont commencé à travailler ensemble en 1962.

propositions pour un tel rapprochement des acteurs publics impliqués ou de façon ponctuelle dans le dialogue.

Ces données ont permis d'identifier des axes et des techniques améliorées de la part des acteurs publics, de façon à ce que les données soient plus pertinentes et plus utiles pour les acteurs publics. Les données ont été analysées et les résultats ont été présentés dans le rapport de la Commission.

Les données ont été analysées et les résultats ont été présentés dans le rapport de la Commission.

[illegible]

Les « communautés locales » de secteur ont été créées pour leur rôle dans la gestion de leur territoire, en particulier les compétences la propriété (la « décentralisation »). Elles ont été créées à partir de 1992, avec des compétences dans la planification, la gestion, l'entretien des services sociaux, etc. Elles ont été créées à partir de 1992, avec des compétences dans la planification, la gestion, l'entretien des services sociaux, etc. Elles ont été créées à partir de 1992, avec des compétences dans la planification, la gestion, l'entretien des services sociaux, etc.

Les recommandations générales du séminaire ne se limitent pas à un seul ou deux thèmes. Elles ont été élaborées en tenant compte de l'ensemble des points soulevés par les participants et les membres du comité d'organisation. Elles ont été formulées de manière à être compatibles avec les principes de la loi sur la liberté d'expression et de la loi sur la confidentialité des renseignements personnels. Elles ont été formulées de manière à être compatibles avec les principes de la loi sur la liberté d'expression et de la loi sur la confidentialité des renseignements personnels.

[illegible]

les poissons (saumon, chabot) et les amphibiens (crapauds, grenouilles, salamandres) sont les plus touchés. Les oiseaux (mouettes, goélands, etc.) sont également affectés. Les insectes (moustiques, libellules, etc.) sont également touchés. Les végétaux (algues, mousses, etc.) sont également touchés. Les animaux (saumon, chabot, etc.) sont également touchés. Les humains (enfants, etc.) sont également touchés.

[illegible]

<p>de nombreux, comme la fumée de laide</p> <p>Le Pénitencier d'ailleurs car des millions d'élèves en font leur lieu de formation</p> <p>L'écriture et le relief dans la composition du monument marquent les idées et les images qui le constituent. En somme, la base est une</p>	<p>terminaison de la vie après une longue existence</p> <p>En fait, il convient de donner à la base une allure à grande proximité de la zone du travail, et d'ailleurs ce qui est le</p> <p>humain de l'édifice.</p>	<p>la sculpture) ou du la direction de l'architecture, l'aménagement et l'équipement</p> <ul style="list-style-type: none"> - du travail général (ou peut-être un peu de l'édifice) - l'emploi de ses matériaux de construction ou de l'édifice - de la base;
---	--	--

En fonction de leur caractéristiques, les matériaux et produits présentés sur le site peuvent être classés de la façon suivante, en fonction du type d'éléments, matière ou produit traité et du

[illegible][illegible]

2. Interprétation des préférences individuelles et des préférences sociales	Les individus ont des préférences individuelles (pour le confort, le confort, le confort, etc.) et des préférences sociales (pour le confort, le confort, le confort, etc.)	Les individus ont des préférences individuelles (pour le confort, le confort, le confort, etc.) et des préférences sociales (pour le confort, le confort, le confort, etc.)
3. Interprétation des préférences individuelles et des préférences sociales	Les individus ont des préférences individuelles (pour le confort, le confort, le confort, etc.) et des préférences sociales (pour le confort, le confort, le confort, etc.)	Les individus ont des préférences individuelles (pour le confort, le confort, le confort, etc.) et des préférences sociales (pour le confort, le confort, le confort, etc.)

Le présent document est destiné à des professionnels de la santé et n'est pas destiné à être lu par le grand public.

ANNEXE : PLANS DE REPÉRAGE DES MPCA

Ref.	Plans	Titre du plan
Bât. Gaia - Sous-sol	Bât. Gaia - Sous-sol - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - Sous-sol - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - N0	Bât. Gaia - N0 - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - N0 - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - N1	Bât. Gaia - N1 - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - N1 - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - N2	Bât. Gaia - N2 - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - N2 - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - N3	Bât. Gaia - N3 - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - N3 - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - N4	Bât. Gaia - N4 - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - N4 - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - N5 (Escalier)	Bât. Gaia - N5 (Escalier) - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - N5 (Escalier) - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - Toiture	Bât. Gaia - Toiture - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - Toiture - Plan de repérage - Actions menées
Bât. Gaia - Facade	Bât. Gaia - Facade - Plan de repérage - Actions menées	Bât. Gaia - Facade - Plan de repérage - Actions menées



AC Environnement - 44 rue Clemenceau - CS 70214 - 42100 ST-ETIENNE - Tél : 06 47 50 10 07
SIRET : 4413 204 914 00228 - N° du 144 bis annexes au Journal Officiel N° 195011 - 01/04/2010 - 11/2010
Assurée par HDI GIE n° 7453171 - 30185 (date de validité : du 31/03/2010 au 31/12/2020)

06 47 50 10 07
www.ac-environnement.com

06 47 50 10 07

BÂT. GAÏA - SOUS-SOL - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence : 002AC029803					
					<p>Adresse du bien : 55 Rue Pasteur - 69007 LYON</p>				<p>Désignation : Bâtiment GAÏA</p>
					<p>Date intervention : 06/07/2009</p>				<p>Technicien intervenant : MAUBLANG Jean-Marc</p>

AC Environnement - 44 rue Clemenceau - CS 70214 - 42100 St-Etienne - Tél : 06 47 50 10 07 - SIRET : 4413 204 914 00228 - N° du 144 bis annexes au Journal Officiel N° 195011 - 01/04/2010 - 11/2010 - Assurée par HDI GIE n° 7453171 - 30185 (date de validité : du 31/03/2010 au 31/12/2020) - 06 47 50 10 07 - 06 47 50 10 07 - 06 47 50 10 07

06 47 50 10 07

BÂT. GAÏA - N0 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 002AC020803	
	Adresse du bien 55 Rue Pasteur - 69007 LYON	Désignation Bâtiment GAÏA	Date Intervention 02/12/2020	Technicien Intervenant MAUBLAND Jeremy	
<small> AC Environnement, 04 rue Clément Ader CS 70054 42143 Rorges, SIRET : 441355914 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120 Assurée par : HGI Global SE N°76254471-30016 16978 de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020 Tel : 0620400100 Fax : 032160904 </small>					

1/2

BÂT. GAÏA - N1 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence: 002AC020803	
	Adresse du bien 55 Rue Pasteur - 69007 LYON	Désignation Bâtiment GAÏA	Date Intervention 02/12/2020	Technicien Intervenant MAUBLAND Jeremy	
<small> AC Environnement, 04 rue Clément Ader CS 70054 42143 Rorges, SIRET : 441355914 TVA Intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120 Assurée par : HGI Global SE N°76254471-30016 16978 de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2020 Tel : 0620400100 Fax : 032160904 </small>					

1/2

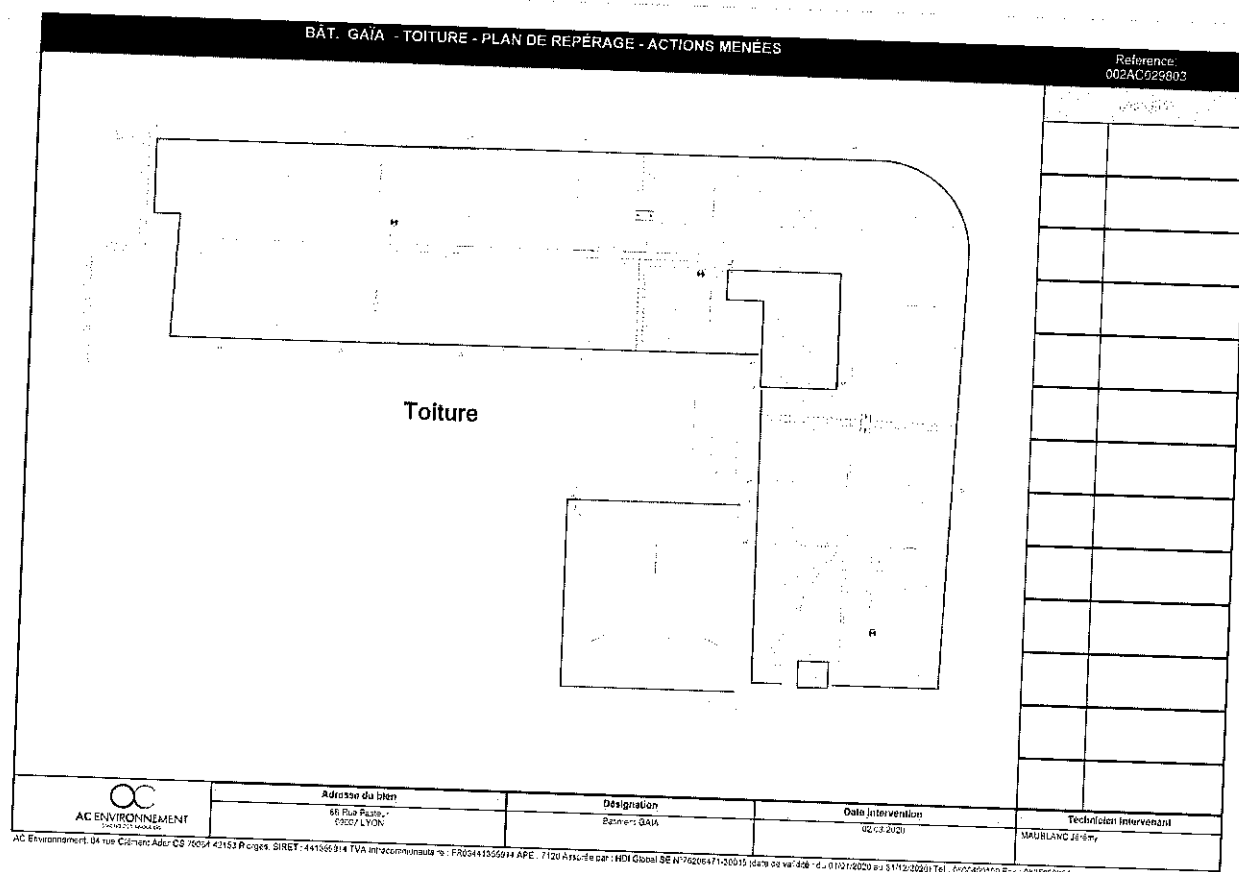
BÂT. GAÏA - N2 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence 002AC029803	
	Adresse du bien 98 Rue Pasteur 69007 LYON	Désignation Bâtiment GAÏA	Date Intervention 02/03/2020	Technicien Intervenant MAUBLANC Jérémy	

AC Environnement, 64 rue Céronet Ador CS 70294 42153 Rorges, SIRET : 441355814 TVA intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120 Assurée par : HDI Global SE N°76208471-20016 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2029) Tel : 0622400100 Fax : 0622400064

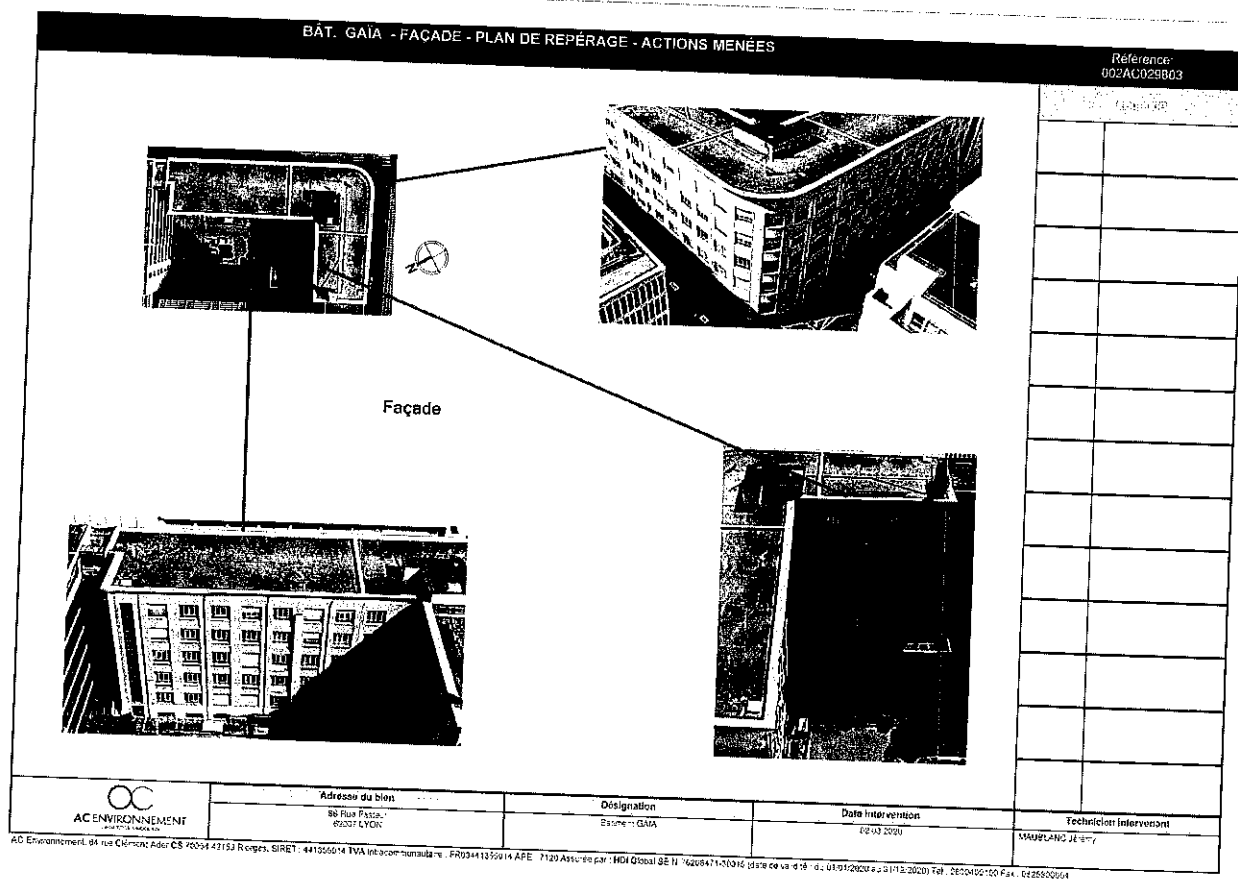
BÂT. GAÏA - N3 - PLAN DE REPÉRAGE - ACTIONS MENÉES				Référence 002AC029803	
	Adresse du bien 98 Rue Pasteur 69007 LYON	Désignation Bâtiment GAÏA	Date Intervention 02/03/2020	Technicien Intervenant MAUBLANC Jérémy	

AC Environnement, 64 rue Céronet Ador CS 70294 42153 Rorges, SIRET : 441355814 TVA intracommunautaire : FR03441355914 APE : 7120 Assurée par : HDI Global SE N°76208471-20016 (date de validité : du 01/01/2020 au 31/12/2029) Tel : 0622400100 Fax : 0622400064

Reference:
002AC029803



Reference:
002AC029803



ANNEXE VII RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ

Page 1 of 1

ANNÉE DE MAJ 2020		DEP DIR 99 0	COM 387 LYON 7EME	TRES 015		RELEVÉ DE PROPRIÉTÉ		NUMERO COMMUNAL	+01246																						
Propriétaire BP 19 69751 CHARBONNIERES CEDEX gérance mandataire gérance DIRECTION AFFAIRES JURIDIQUES 16 QUAI CLAUDE BERNARD 69007 LYON				PBR W32 PBR W34 UNIVERSITE DE LYON II		ETAT MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE																									
DESIGNATION DES PROPRIÉTÉS																															
PROPRIÉTÉS BATIES																															
AN	SEC	N°	C	N°	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	INT	N°	PORT	INT	VAR	S	M	AF	NAT	LOC	CAT	RC COM	IMPOSABLE	COLL	NAT	AN	AN	FRACTION	RC EXO	%	TX	RC	
85	AS	2			15 RUE JAROUILLAY	3820	A	01	03	01001		0967233 A	387E	C	C	H	AF	S			0		EP								2076
91	AS	2			86 RUE PASTEUR	5235	A	02	00	01001		0967232 E	387E	C	C	H	AF	S			0		EP								2588
85	AS	2			14 RUE CHEVREUIL	1630	C	01	00	01001		1298796 D		C	C	K	CB	ENSI			216642		EP								215349
PROPRIÉTÉS NON BATIES																															
EVALUATION																															
AN	SECTION	N°	N°	ADRESSE	CODE RIVOLI	PARC	PRO	S	SUF	GR/SS	CL	NAT	CONTENANCE	HA A CA	REVENU	COLL	NAT	AN	FRACTION	RC EXO	%	TX	RC	LIVRE FONCIER							
85	AS	2		86 RUE PASTEUR	5235	PRIM		1387A		S		CULT		472B	0																Feuille

ANNEXE VIII
DELIBERATION 2019-40 MODIFIANT LA DELEGATION DE POUVOIR DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE LUMIERE LYON 2 AU BENEFICE DE LA
PRESIDENTE

Délibération N°2019-40

**Le Conseil d'administration, en sa séance du 24 mai 2019 ;
sous la présidence de Nathalie DOMPNIER Présidente de l'Université**

**Vu le Code de l'éducation et notamment ses articles L712-2 et L712-3 ;
Vu les statuts de l'Université Lyon 2, adoptés par le Conseil d'administration en sa séance du 27
avril 2018 ;**

Prend la délibération suivante :

OBJET : Délégations de pouvoir du Conseil d'administration à la Présidente de l'Université

Article 1 : Le conseil d'administration délègue à la Présidente de l'Université les pouvoirs suivants :

I. Approbation des accords et conventions

1. Champ de la délégation

**1.1 Approbation des accords et conventions (hors marchés publics, ressources humaines et
recherche)**

Le Conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir d'approuver des actes portant adhésion
à des associations ou d'approuver les accords et conventions (hors marchés publics, ressources
humaines et recherche) et leurs avenants conclus pour le compte de l'Université :

Sont exclus de la présente délégation :

- Les accords et conventions d'un montant excédant 30 000 € TTC, y compris les accords de coopération internationale ;
- Les conventions de partenariat pédagogique en matière de formation initiale ;
- Les conventions portant occupation du domaine public en vue d'accueillir une activité commerciale (hors occupation ponctuelle) ;
- Les baux et locations d'immeubles d'une durée supérieure ou égale à 9 ans dont le loyer annuel excède la limite fixée par arrêté conjoint du ministre chargé du budget ;
- Les conventions passées avec des associations ou organismes de droit privé dont les instances de Direction comprennent des personnels de l'Université ;
- Les accords et conventions relatifs aux emprunts ;
- Les accords et conventions relatifs aux prises de participation, création de filiale ou de fondation ;
- Les accords et conventions relatifs aux acquisitions, échanges et aliénations d'immeubles ;
- Les accords et conventions constitutifs d'un GIP ;
- Les adhésions à des associations dont les instances de Direction comprennent des personnels de l'Université Lumière Lyon 2 ;
- Les accords et conventions relevant des attributions consultatives du Comité Technique de l'Université.

Direction des affaires juridiques, institutionnelles et des marchés (DAJIM)
Campus Berges du Rhône – 16, quai Claude Bernard – F69365-Lyon cedex 07
Téléphone : +33(0)4 78 69 74 58
dajim@univ-lyon2.fr – www.univ-lyon2.fr



1.2 Approbation des conventions de groupement de commande, des marchés publics et de leurs avenants

Le conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir d'approuver :

- Les marchés publics et leurs avenants d'un montant n'excédant pas 500 000 € HT pour les marchés de fournitures courantes et de services et n'excédant pas 2 000 000 € HT pour les marchés de travaux.
- Les conventions de groupement de commande conclues en application de l'article L2113-6 du code de la commande publique

1.3 Approbation des accords et conventions en matière de ressources humaines

Le conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir d'approuver :

- Les contrats de travail et leurs avenants ;
- Les conventions relatives à l'accueil au sein de l'Université de personnels dépendant d'autres organismes et leurs avenants ;
- Toute convention ayant une incidence sur l'exercice du service des personnels de l'Université.

1.4 Approbation des accords et conventions dans le domaine de la recherche

Le Conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir d'approuver les accords et conventions de recherche, sans limite de montant à l'exception :

- Des conventions constitutives de structures collaboratives de recherche ;
- De la convention quinquennale de site ;
- Des accords de consortium conclus dans le cadre de programmes d'investissements d'avenir ;
- Des conventions constitutives de GIP recherche ;
- Des conventions passées dans le domaine de la recherche avec des associations ou organismes de droit privé dont les instances de Direction comprennent des personnels de l'Université

2. Forme de l'approbation

Pour les accords et conventions inclus dans cette délégation, la signature de la Présidente de l'Université vaut approbation et confère aux accords et conventions qu'elle signe un caractère exécutoire de plein droit.

II. Actions en justice et transactions

Le conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir :

- D'introduire toute action en justice devant toute juridiction, en première instance, appel ou cassation, à l'exception des dépôts de plaintes avec constitution de partie civile devant le doyen des juges d'instruction ;
- D'approuver les transactions dans la limite de 3000 € HT.

III. Domaine financier

1. Acceptation des dons et legs

Le conseil d'administration délègue à la Présidente l'acceptation des dons et legs dans la limite d'un montant de 3000 € HT.

2. Subventions

Le conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir :

- D'attribuer les subventions sur le fond FSDIE sans limitation de montant (aides aux projets étudiants et aides sociales individualisées) ;
- D'attribuer des subventions (hors FSDIE) d'un montant maximal de 3000 € HT ;
- De percevoir des subventions de la part d'organismes publics, sans limite de montant et dans la limite de 30 000 euros HT de la part d'organismes privés.

3. Fixation des tarifs

Le conseil d'administration délègue à la Présidente le pouvoir de fixer les tarifs suivants :

- Prestations de service visées aux articles D.123-2 et suivants du code de l'éducation ;
- Prix de vente d'objets promotionnels ;
- Tarif de la rémunération de services pour les prestations réalisées par l'Université visées à l'article L 719-4 du code de l'éducation ;
- Tarifs d'occupation ponctuelle du domaine public pour des espaces non régis par le règlement de valorisation des locaux de l'établissement ;
- Tarifs des droits d'inscription aux colloques organisés par l'Université.

Article 2 : Information du conseil d'administration

La présidente rend compte au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation périodiquement et au minimum deux fois par an.

Article 3 : Abrogation

La présente délibération abroge la délibération N°2017-59 du 7 juillet 2017.

La présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Membres en exercice : 30

Quorum : 15

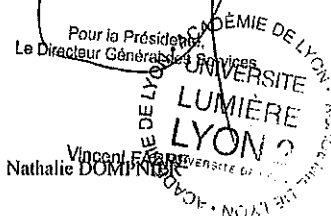
Présents et représentés : 14

Fait à Lyon, le 27 mai 2019

La Présidente de l'Université Lyon 2

Pour la Présidente,
Le Directeur Général des Services

Vincent LAFAYE
Nathalie DOMPNIER



La présente délibération sera publiée au recueil des délibérations et sur le site intranet de l'Université.

Délibération 2019-40

3/3